



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
29 mars 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte cette séance solennelle du Conseil de Métropole du 29 mars 2017. Je vais demander à mademoiselle Bodkin de bien vouloir faire l'appel.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Avant de procéder à l'examen de l'ordre du jour, je voudrais avoir une pensée pour notre collaborateur qui a fait une chute mortelle du haut de la mairie de Montpellier ; c'était un agent de la Métropole affecté au service voirie depuis le transfert des services. Je voudrais présenter à son épouse, à sa fille, à ses parents, ainsi qu'à tous ses proches, ses collègues de travail, toutes les condoléances du Conseil de Métropole, ainsi que du Conseil municipal de Montpellier.

Nous passons à l'ordre du jour, Avant, nous avons souhaité honorer deux personnalités importantes de la Métropole, à qui nous avons souhaité décerner la médaille de citoyen d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole. En premier lieu, il s'agit de Madame Stéphanie Gottlib-Zeh, Chef d'entreprise, puis de Monsieur Hadrien Pujol, Président de la Fédération Française de la course camarguaise, qui viendra à nos côtés. Son apparition sur la scène sera accompagnée d'un petit clip vidéo, qui montrera à chacun l'importance de cette tradition taurine et sportive. J'appelle donc Madame Stéphanie Gottlib-Zeh.

Monsieur le Président

Merci d'avoir accepté cette décoration. Elle est importante parce qu'elle n'a pas été donnée à de très nombreuses personnes. Nous la réservons aux hôtes de qualité de notre Métropole.

Vous êtes Nîmoise de naissance et Montpelliéraine de cœur ; si j'ai souhaité que cette médaille de citoyen d'honneur vous soit affectée et attribuée, c'est parce qu'un jour je vous ai écoutée, avec Chantal MARION, dans une cérémonie au BIC. Vous avez dit : « *J'ai toujours tout fait pour rester à Montpellier, et je souhaite que mon entreprise soit ancrée à Montpellier* ». Vous l'avez dit avec tellement de clarté que mon émotion a bien montré que c'était sincère et que vous aviez vraiment envie de marquer notre territoire de votre empreinte et de votre réussite économique. C'est pour cela que j'ai pensé que cela pouvait être une façon d'honorer votre carrière. Nîmoise de naissance et Montpelliéraine de cœur, Madame Stéphanie Gottlib-Zeh, vous êtes tombée en amour pour Montpellier et sa région, où vous vivez. Vous avez bâti votre vie ici. Diplômée d'une thèse en géosciences, obtenue à l'Université de Montpellier 2, vous avez créé la société Techsia avec votre associée, madame Carine Gourbail en 2000. C'est avec l'aide du BIC et l'appui de Georges Frêche que vous avez pu développer votre entreprise au sein de la pépinière Cap Alpha, durant 8 mois. Le cœur de métier de votre société était de concevoir, développer et éditer des logiciels pour l'industrie pétrolière. En 2009, grâce à votre réussite, le groupe Schlumberger, numéro 1 mondial des services pétroliers, a racheté votre entreprise montpelliéraine. À cet instant, 50 personnes y étaient embauchées ; aujourd'hui, elles sont 180 à travailler pour le groupe Schlumberger au centre technologique de Montpellier, qui s'est récemment implanté sur le parc IBM. Vous avez rapidement pris en charge la coordination, la mise en place de la stratégie globale de toute l'activité logicielle et des nouvelles technologies pour le groupe Schlumberger. Vous avez alors dirigé plus de 2000 personnes et une quinzaine de centres technologiques à travers le monde. Après sept années de collaboration avec Schlumberger, vous avez décidé de réorienter votre carrière en rapprochant vos deux passions, le digital et le sport. Vous êtes actuellement en train de créer un fonds d'investissement, Sport Tech, en France. Ce premier fonds, que vous espérez à hauteur de 30 millions d'euros, visera à financer et à accompagner les start-up innovantes du sport. Votre projet aura un impact à l'échelle locale, nationale et internationale, et regroupera un panel d'entrepreneurs de renom et de sportifs de haut niveau. Vous avez décidé d'implanter ce fonds à Montpellier et à Los Angeles. Vous construisez un pont direct entre Montpellier et Los Angeles et contribuez ainsi au rayonnement international de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'ambassadrice du dynamisme et de la vivacité de notre territoire dans le monde. J'ai le plaisir de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur, au nom de tous les membres du Conseil.

Et vous avez la parole.

Stéphanie GOTTLIB-ZEH

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, c'est avec beaucoup d'émotion et c'est un grand honneur pour moi de recevoir aujourd'hui cette médaille. Je crois que pendant ces presque 20 années de carrière que vous avez déclinées, j'ai toujours essayé d'être une ambassadrice motivée, passionnée, impliquée, de Montpellier, à travers le monde. Mon cœur de métier m'a amenée naturellement à courir le monde depuis la fin de ma thèse. J'ai également reçu de nombreux clients du monde entier, ici, sur Montpellier, sur notre beau territoire. Je suis fermement convaincue que notre territoire a un pouvoir d'attractivité colossal. On pourrait sans doute faire plus, mais vous y travaillez tous les jours. Il est clair que le Sud de la France résonne partout dans le monde. Il faut en avoir conscience, il faut jouer avec. Vous citez le groupe Schlumberger ; pour la petite histoire, il se trouve que quand j'ai dû céder ma société, il y avait deux repreneurs : le groupe Schlumberger et le groupe Halliburton, les deux gros concurrents parapétroliers qui se partagent le marché dans le monde. Deux facteurs ont justifié mon choix d'aller vers Schlumberger : le premier étant un rapprochement culturel, plus naturel, avec Schlumberger, qui a une culture franco-française, donc plus proche de ce que l'on avait insufflé dans Techsia, mais aussi parce que Schlumberger avait clairement exprimé l'envie de maintenir son implication sur le territoire montpellierain. Je pense qu'Halliburton nous aurait racheté ou aurait fermé le centre très rapidement. Schlumberger a exprimé cette envie, et le démontre, 8 ans, 9 ans après. Ils sont 180 aujourd'hui, avec un certain nombre d'emplois générés en local, mais également un certain nombre d'expatriés qui vivent sur notre territoire, des étrangers, qui consomment chez nous nos produits. Je suis très fière de cela, vraiment. Je suis très fière d'avoir réussi à faire implanter une industrie aussi importante sur notre territoire.

Plus récemment, après 8 ans de collaboration et 20 ans dans l'industrie pétrolière, j'ai décidé d'arrêter, et de continuer à mener une carrière en maintenant l'aspect digital, mais en me rapprochant de ma deuxième passion, qui est le sport. Je suis également actionnaire du Montpellier Handball ; je fais partie des 18, et j'en suis très heureuse. Nous allons donc essayer de faire un pont, autant que nous le pourrons, entre Montpellier et Los Angeles, deux villes qui se ressemblent beaucoup ; nous allons continuer à faire résonner le cœur de Montpellier à travers le monde autant que je le pourrai, à mon humble niveau.

En tous cas, merci beaucoup, je suis très honorée.

Monsieur le Président

J'appelle Monsieur Hadrien Pujol.

Projection d'une vidéo.

Monsieur le Président

Monsieur Hadrien Pujol, avec Jean-Luc Meissonnier, Maire de Baillargues et Vice-Président chargé des sports, des traditions sportives, et ancien raseteur (qui rasette toujours quand il veut, d'ailleurs), nous sommes très heureux de vous décorer de la médaille de citoyen d'honneur de la Métropole.

Vous vous consacrez pleinement à votre passion et vous vous imprégnez de l'éthique autant que des techniques qui révéleront tout votre talent. A 18 ans, vous rejoignez le trophée des As, et vous multipliez depuis, année après année, les victoires et les récompenses. Triple vainqueur de la cocarde d'or en 2003, 2004 et 2012, vainqueur de la Palme d'or en 2011, le public a tout de suite remarqué vos qualités ; il vous définit comme le meilleur gaucher de sa génération. Si vous êtes proche du public, c'est aussi grâce aux valeurs que vous incarnez, votre passion pour la bouvine et votre grande connaissance du taureau, mais aussi votre sincérité. Votre carrière a été entrecoupée de graves blessures que vous avez surmontées, de périodes de repli nécessaires pour retrouver votre plein engagement. 2017 est une année spéciale pour vous, pour laquelle vous vous destinez à accomplir votre dernière année de raseteur et à tenir les rênes de la Fédération française de course camarguaise pour les 4 ans à venir.

Votre fonction de Président, vous la démarrez comme une carrière de sportif de haut niveau, pleinement engagé, entouré, déterminé à accomplir votre mission. Pour votre parcours, votre palmarès ainsi que pour votre passion de la course camarguaise, au nom des membres du Conseil de Métropole, j'ai l'immense plaisir de vous remettre cette médaille de citoyen d'honneur de la Métropole, et de vous féliciter.

Monsieur le Président

Nous vous avons préparé également un petit livre sur l'architecture de la Métropole. C'est à vous.

Hadrien POUJOL

Bonjour à tous. Je tiens à saluer les élus présents, Monsieur le Président, Jean-Luc Meissonnier. Je voudrais surtout remercier la Métropole et son Président, Philippe Saurel, pour nous avoir aidés financièrement et structurellement à remettre la Fédération en ordre de marche l'année dernière.

La course camarguaise fait partie de l'histoire de Montpellier et du territoire métropolitain. Le trophée de Montpellier Méditerranée Métropole, mené avec beaucoup de passion par notre ami, le Vice-Président, Jean-Luc Meissonnier, est un exemple d'évolution dans l'intérêt de la course camarguaise. Je salue d'ailleurs l'ouverture de ce trophée à d'autres territoires et à d'autres arènes en dehors de la Métropole, comme Lanssargues et Mauguio. Notre course camarguaise revêt un caractère particulier. Elle réunit le sport, la culture et la tradition. Ces trois piliers génèrent chaque année 50 millions d'euros d'économies. Mais la course camarguaise, c'est aussi un vecteur de lien social, avec tous ces jeunes issus de différents milieux et de différentes origines, qui affrontent le taureau dans nos écoles de raseteur. Avec Jean-Luc, nous avons été raseteur et nous savons ce que cela peut apporter dans une vie : ne pas avoir peur, ne rien lâcher, respecter, être respecté.

Je terminerai, Monsieur le Président, si vous me le permettez, en disant qu'à travers votre parcours politique, il me semble que vous aussi, vous êtes en quelque sorte raseteur ; aussi la Fédération française de la course camarguaise est heureuse de vous offrir ce crochet de raseteur, pour décrocher, nous l'espérons tous, d'autres cocardes. Merci.

Monsieur le Président

Il ne fallait pas me donner ça !

Merci beaucoup.

Que d'émotion. Je voudrais maintenant procéder à un certain nombre d'informations que je souhaite donner au Conseil de Métropole. Tout d'abord, nous avons prévu, avec le Président du Conseil Général, Kleber Mesquida, de nous rencontrer le 4 et de répéter cette rencontre à intervalles réguliers. D'un commun accord, nous avons repoussé la réunion du 4 après les échéances électorales, qui aujourd'hui nous assaillent, afin de pouvoir installer une relation en dehors de toute contrainte politicienne. Nous avons beaucoup de dossiers à élaborer. Cela nous donnera un peu plus de temps pour les travailler.

Deuxième information : demain, à 14h30, nous inaugurerons le pont Youri Gagarine, qui contournera la gare Montpellier Sud de France, aujourd'hui fermée ; il sera ouvert de Lattes à Montpellier. Nous avons obtenu l'accord officiel, à la fois du Consulat, mais aussi de la famille. Notre ville jumelle en Russie, Obninsk, la Cité de l'espace, nous a promis de nous offrir la statue en bronze de Youri Gagarine, dont seulement quatre villes dans le monde sont dotées ; lorsque la délégation se rendra à Montpellier pour passer les accords avec Kaluga, avec la Métropole, nous serons en capacité d'installer, non loin du pont, cette statue, qui arrivera cette année 2017, qui célèbre les 60 ans de Spoutnik, la première sonde spatiale, qui a exploré le cosmos, et d'autres dates historiques. La famille de Youri Gagarine m'a confirmé qu'elle serait présente, en l'occurrence son épouse et ses deux filles, dont l'une a été remarquée dernièrement pour les expositions magnifiques qu'elle drive au musée du Kremlin dont elle est responsable.

Je voudrais ensuite vous donner une information qui vous a peut-être échappé ; il est de mon devoir de le dire, sans pour autant y donner une valeur critique ou péjorative, mais pour vous montrer le fait de conserver 0 % d'augmentation de taux d'imposition, comme le présentera (et l'a déjà présenté) Max, et vous donner la situation de notre ville amie de Grenoble, avec laquelle nous avons des liens d'amitié, ainsi qu'avec son maire, Éric Piolle ; il se trouve dans une situation difficile qui lui a imposé de supprimer 150 postes de fonctionnaires territoriaux, de fermer trois bibliothèques, de fermer des services techniques administratifs de proximité. Vous dire combien la situation des collectivités territoriales est tendue, et que lorsque nous maintenons 0 % d'augmentation de taux d'imposition, c'est véritablement une volonté politique que nous menons depuis quatre exercices.

Autre information : j'avais demandé il y a quelques mois un audit sur l'office du tourisme de Montpellier avant qu'il ne passe métropolitain. Dans cet audit, il fallait disposer d'une analyse critique et rétrospective de l'organisation et du fonctionnement général, analyser l'évolution des grandes masses financières, apprécier les modalités de mise en œuvre de l'action publique locale. L'analyse détaillée, qui m'a été restituée, m'a permis de mieux comprendre la stratégie de l'office du tourisme durant cette période. Cependant, nous avons pris connaissance de documents annexés au rapport qui nous ont invités à nous interroger sur l'adéquation entre certaines activités et productions de l'office du tourisme et les moyens dédiés. Nous

avons donc confié à KPMG, le cabinet d'expertise, une mission complémentaire qui, je l'espère, permettra de mieux comprendre et d'apprécier les situations.

Un mot sur le basket à Lattes : plusieurs évènements se sont produits, en particulier l'interruption de contrat d'entraîneur, Valéry Demory, qui a été happé par Lyon, avec Tony Parker, pour entraîner l'équipe féminine. Le Président actuel, René Comes, a également souhaité arrêter son mandat. Un certain nombre de filles de l'équipe 1 ont souhaité changer de club. En raison de cette situation un peu nébuleuse, un conseil d'administration a été tenu : un nouveau Président aurait été désigné, ou sera désigné. Je demande à la personne pressentie de me transmettre son plan managérial et son plan financier sur le club, afin que la Métropole puisse décider de la pérennité du club. Je demande un plan prospectif.

Passons à la ligne 5 du tram : j'ai souhaité, avec la TaM, avec son directeur, Monsieur Egoümenides, avec son Président, Monsieur Abdi El Kandoussi, avec Christina Fina, avec Yves Nurit, et l'ensemble des services de la Ville et de la Métropole, faire le trajet du segment Nord de la ligne 5 parcelle par parcelle. Parce que l'on ne peut pas se rendre compte des choses si l'on n'est pas vraiment confronté aux problèmes, physiquement. Il m'est apparu, et je l'ai fait comptabiliser avec le compteur kilométrique des véhicules, que de la place de la voie Domitienne jusqu'au rond-point de Girac, il existait 3,2 kilomètres qui ne desservaient finalement que les chercheurs de l'INRA, le CNRS, la maison de retraite protestante, l'entrée Sud du zoo à construire, le tout pour un investissement métropolitain, avec les ouvrages d'art, de 100 millions d'euros. Ayant conscience de la cherté de l'argent public, et ne construisant pas un tramway seulement pour honorer les paysages, il me semble opportun de réaliser le plus vite possible des études complémentaires sur les possibilités d'aménagement et d'urbanisation de l'ensemble des zones qui jouxtent le trajet de tram. Car il serait tout à fait anormal de construire 3,2 kilomètres de tram pour rejoindre seulement un parking d'échanges. Ce ne serait pas cool. J'ai donc demandé aux services de la Métropole d'étudier, à Stéphanie Jannin, dans le cadre de la discussion sur le SCoT (et bientôt sur le plan d'urbanisme intercommunal), aux services pilotés par Yves Nurit, de faire un état des lieux dans un mois, dès que toutes les études seront réalisées, afin de pouvoir anticiper la création possible de logements et d'activités sur tout le parcours de la ligne.

Des nouvelles sur l'EPCC Culture : cet après-midi, j'ai coprésidé avec Marie-Christine Chaze le Conseil d'administration de l'ESBAMA, école des Beaux-Arts, où nous avons présenté le planning d'organisation de la mise en place de l'EPCC et du MoCo, qui regroupent trois structures : la Panacée, centre d'art contemporain lié aux nouvelles écritures et au numérique, le futur centre d'art contemporain, en lieu et place du musée de la présence française en Algérie, et l'école des Beaux-Arts, qui va venir s'adosser, en tant que structure d'enseignement, aux lieux de culture que je viens de citer, pour la première fois en France. C'est un exemple unique. C'est Nicolas Bourriaud qui assurera l'intérim. Nous proposerons un homme ou une femme à la présidence de l'institution, qui aura une double mission : assurer la présidence de l'EPCC et être impulsor économique, pour créer et adosser à l'EPCC une fondation qui regroupera des entrepreneurs privés, afin d'aider à la construction de cet enseignement de l'art lié à des lieux d'art présents sur la ville.

Information suivante : notre partenariat Toulouse Montpellier se manifestera par la présence de la ville de Toulouse sur la place de la Comédie le 22 avril et la présence de Montpellier sur la place du Capitole le 29 avril. C'est un match aller-retour.

Nous avons également, avec Laurent Jaoul, Vice-Président, rencontré l'Association des communes forestières de France. Nous avons rencontré l'ensemble des élus du Parc National du Haut Languedoc afin de contractualiser sur les échanges économiques possibles de proximité du producteur au consommateur sur la filière bois énergie, notamment pour notre central tri génération, mais aussi sur la filière bois construction, pour l'ensemble des projets d'urbanisme qui sont en cours à la Ville et qui se développent, et où le bois redevient un élément essentiel dans la construction des bâtiments.

Enfin, et pour terminer, nous avons été lauréats sur la politique agro-alimentaire de notre Métropole ; c'est Isabelle Touzard, Vice-Présidente, qui a reçu le trophée, il y a quelques semaines, des mains du Ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll. Nous avons également été primés sur la TaM et Abdi El Kandoussi nous présentera au prochain Conseil de Métropole le prix que la TaM a obtenu.

J'en ai fini avec les informations. Ah, non, il y en a encore quelques-unes ; le prochain Conseil de Métropole se tiendra le 17 mai à 16h00. Les maires ont souhaité avancer l'heure des conseils, à la grande unanimité ; au lieu de faire 18h00-22h00 (voire minuit quand l'ordre du jour est long), ils ont souhaité commencer à 16h00. J'ai accepté avec joie leur proposition. Nous commencerons donc les prochains conseils à 16h00 ; nous aurons ainsi assez de temps pour débattre.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous n'êtes pas tellement dans l'opposition, quand même. Vous avez voté le budget.

Julie FRÊCHE

Si, Monsieur le Président. En tous cas, nous ne sommes pas aussi investis que les membres de la majorité ; 16h00, cela me paraît... 18h00 est l'horaire utilisé depuis des années.

Monsieur le Président

Ils voulaient commencer à 14h00. J'ai négocié 16h00. Au département de l'Hérault et à la Région, les séances durent toute la journée.

Julie FRÊCHE

On pourrait peut-être couper la poire en deux : personne ne peut partir de son travail à 15h30. On peut peut-être dire 17h00, bien que partir à 16h30 soit compliqué.

Monsieur le Président

Comme c'est une affaire importante, je vais faire voter l'assemblée. Qui est d'accord pour conserver 18h00 ? Qui est d'accord pour 17h00 ? Qui est d'accord pour 16h00 ? Majoritairement, c'est 16h00.

On le fait gentiment. C'est compliqué. Je vous propose quelque chose : nous allons en faire un à 16h00, et selon le fonctionnement, nous ferons le suivant à 17h00. Et inversement, à chaque fois. Cela vous va ?

Julie FRÊCHE

Vous pouvez être sûr que nous allons toujours arriver à 17h00.

Monsieur le Président

Ce n'est rien ça, ce n'est rien !

J'essaie de rassembler, j'essaie de faire plaisir aux élus. Je comprends : quand je travaillais complètement toute la semaine... je comprends ce que me disent les travailleurs.

Mais nous n'allons pas passer le réveillon sur 16h00, 17h00 ou 18h00. Certains ne veulent pas se coucher tard, je les comprends aussi. Ils ont du travail ; ceux qui travaillent tôt le matin ne veulent pas se coucher tard. Il faut aussi se mettre à leur place. C'est très compliqué, les horaires !

Le prochain aura donc lieu à 16h00, et celui d'après à 17h00. Je change : Conseil de Métropole le 17 mai à 16h00. Conseil de Métropole du 28 juin à 17h00.

Vous avez un certain nombre de documents sur vos tables : je ne les décris pas.

J'ai oublié une information ! J'allais oublier l'essentiel : j'ai photocopié la lettre de Monsieur Dupraz, qui se prononce contre la gare de la Mogère. On vous la distribue : vous saurez qui dit quoi. Pardon, ce n'est pas Mogère, mais Sud de France. J'allais oublier ; cet événement m'y a fait repenser. Cette lettre a été faite avec l'en-tête Région, pas sur un papier Dupraz.

Jean-Pierre MOURE

Dont il est Vice-Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure, vous avez raison. Je vous demande d'envoyer cette lettre à Monsieur le Ministre des Transports, Monsieur Vidalies, à Monsieur le Préfet Mailhos à Toulouse, et à Monsieur le Préfet Pouëssel dans l'Hérault.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non, il ne faut pas dire ça ; c'est le Président de l'EPF, qui a ralenti à un moment l'achat des terrains autour de la gare de Manduel. Il est délégué aux États-Généraux du Rail. Ce n'est pas anodin. Il faut aussi l'envoyer à Monsieur Pépy, à Madame Florence Parly, à Monsieur Pierre Boutier. C'est toute la hiérarchie SNCF ; il faut ensuite l'envoyer au groupe Bouygues, partenariat public-privé, et à Icade. Et à qui, ensuite ? À François Hollande, allez ! Et à Madame Delga. On l'enverra aussi à la société des transports ferroviaires espagnols, qui a fait faillite parce que les TGV n'arrivent pas de l'autre côté de la frontière, et qui font un procès à l'Europe. Ah oui : à Monsieur Juncker à l'Europe. J'allais oublier. Vous l'envoyez : vous arrosez la planète.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Affaire numéro 1 : l'ordre du jour comporte 75 affaires. Approbation de l'ordre du jour. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adopté.

L'ordre du jour est adopté à la majorité des voix exprimées. (1 vote contre).

A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 22 FÉVRIER 2017

Monsieur le Président

Affaire 2, il s'agit du procès-verbal du 22 février 2017. Vous avez pris connaissance de ce procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler ? Contre ? Un contre. Abstentions ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du mercredi 22 février 2017 est adopté à la majorité des voix exprimées. (1 vote contre).

A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3, synthèse des décisions. Pas d'interventions ?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N4 : HORS COMMISSION – VŒU POLITIQUE DE SOUTIEN À L'INSCRIPTION DE LA COURSE CAMARGUAISE AU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'UNESCO

Monsieur le Président

Affaire 4 : vœu politique de soutien à l'inscription de la course camarguaise au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Je souhaite que ce vœu obtienne de votre part un vote unanime. Monsieur Jean-Luc Meissonnier, vous avez la parole.

Jean-Luc MEISSONNIER

Bien que fragile, le patrimoine culturel immatériel est un facteur important du maintien de la diversité culturelle face à la mondialisation croissante.

Consciente de la disparition possible de ce patrimoine, l'UNESCO a créé en 2003 la convention de sauvegarde du patrimoine immatériel de la France, ratifiée en 2006. Cette reconnaissance institutionnelle est particulièrement significative pour les territoires ou les peuples où les traditions, les pratiques sociales et les événements festifs occupent une grande place dans l'expression culturelle. Pratiquée sur le territoire métropolitain, la course camarguaise est un sport traditionnel d'adresse et de courage destiné à mettre en valeur la combativité et l'intelligence du taureau de Camargue. Lors des compétitions, les meilleurs raseteurs sont récompensés pour leur agilité et leur audace à s'approcher au plus près des taureaux. Ces rituels sont porteurs d'une symbolique très forte, mettant en scène le travail agricole et le talent des gardians à conduire un troupeau.

Très attachée au sport et aux traditions sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a créé en 2015 le Trophée taurin Montpellier Méditerranée Métropole, afin de célébrer et consacrer la course camarguaise comme un sport majeur perpétré sur son territoire, et mettre en valeur les traditions taurines. En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir reconnaître la course camarguaise et les traditions de la Camargue comme des formes majeures d'expression de l'originalité culturelle de la Camargue et des Camarguais, à porter son soutien à une prochaine démarche engagée par l'ensemble des acteurs de ce sport traditionnel et de la Fédération française de la course camarguaise, afin d'obtenir l'inscription de la course camarguaise et ses traditions au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, et autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Qui veut s'exprimer ?

J'ai oublié de vous dire que sur la gare de la Mogère, la première à qui je vais demander des explications est Madame Delga, sur les agissements de son Vice-Président. Ah, c'est dur, la politique ! C'est très dur.

Monsieur Meunier, Monsieur Grand, Monsieur Dudieuzere, Monsieur Jaoul, Monsieur Rico et Monsieur Abert. La parole est à Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

La commune de Lattes, lors de son dernier conseil municipal, a voté ce vœu en soutien aux courses camargaises. Ceci étant, ce n'était que l'unanimité des suffrages exprimés, car notre amie Rosy Buono, amoureuse des animaux, demande de voter abstention.

Monsieur le Président

Pas de problème.

Jean-Pierre GRAND

Ce dossier n'est pas tout à fait nouveau. Je me souviens être intervenu à l'époque où le Président Itier était Président de la Fédération. Nous sommes intervenus pendant plusieurs années ; le 28 avril 2011, le ministre de la Culture de l'époque, Frédéric Mitterrand, me répondit la chose suivante (c'est pour cela que je pense que nous revenons en arrière aujourd'hui ; l'étape que nous devons faire n'est pas celle-là, c'en est une autre) : « *Le comité inter directionnel du patrimoine culturel immatériel du ministère de la Culture a émis un avis favorable à la présentation de ce dossier à l'UNESCO. Il sera donc examiné d'ici mai 2012 par l'organe subsidiaire en charge des candidatures.* » Cela veut dire quoi ? On sait très bien que ces choses ne se font pas dans l'année. Je fais remarquer que pendant cinq ans l'actuelle majorité des parlementaires d'ici, qui se réveillent, n'ont rien fait sur ce dossier. Je suis tout à fait solidaire de cette motion, naturellement nous allons la voter. Mais, il faudra la reprendre au niveau où elle en est, c'est-à-dire au niveau que je viens d'indiquer, avec les futurs représentants du peuple qui seront élus dans un mois.

Monsieur le Président

On ne peut pas reprocher à un élu de découvrir la lumière. Monsieur Dudieuzere.

Pierre DUDIEUZERE

Monsieur le Président, chers collègues, je soutiens bien sûr ce vœu et nous l'avons soutenu à l'unanimité en conseil municipal. Vendargues est une terre de chevaux et bovine. Pour la petite histoire, le dossier précédent n'a pas été pris, parce que le Président Itier n'avait pas fini de compléter le dossier ; j'espère que le Président Pujol sera meilleur Président que ne l'a été le Président Itier, qui passe une retraite heureuse à Vendargues à élever des lapins. Je salue la qualité du Président Pujol, et je demande aux communes de l'aider financièrement, parce que la Fédération française de la course camargaise est très importante. Ce vœu est très important et nous devons tous ensemble le soutenir, que l'on n'aime ou pas la course camargaise, que l'on y aille ou non ; c'est notre patrimoine. Je voudrais rappeler que l'on ne fait pas de mal aux taureaux ; on les élève pour qu'ils brillent, pour qu'ils soient beaux.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Merci Monsieur le Président. Je voudrais d'abord féliciter le nouveau Président de la Fédération française de la course camargaise et saluer également le travail d'Henri Itier qui a été un grand Président de la Fédération française de la course camargaise. Je pense que nous devrions tous voter ce vœu à l'unanimité, même si je suis gêné de voir qu'un élu de la commune de Lattes ne veut pas le voter ; le taureau ne souffre pas, le taureau est statufié. Je trouve un peu gênant de s'abstenir quand on est élu dans une ville comme Lattes. Nous avons besoin d'une belle unanimité pour ce vœu et il faudrait, à mon avis, y associer les départements de l'Hérault, des Bouches du Rhône, du Vaucluse, du Gard, Nîmes Métropole, la ville d'Arles, la ville de Beaucaire, la ville de Tarascon. Nous avons besoin de toutes les collectivités territoriales pour adopter ce vœu ; on ne peut pas se permettre de partir désunis, il faut vraiment l'union de tous les Camarguais, de ceux qui vivent dans les villes, ou sur les territoires de la bouvine, pour inscrire ce patrimoine qu'est la course camargaise au patrimoine immatériel de l'UNESCO. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, je souscris bien évidemment à ce vœu, au nom de la ville de Perols. On vient de parler des taureaux, mais il y a aussi les hommes. Une grande particularité de la course camarguaise (nous l'avons vu tout à l'heure dans les images) est que quelle que soit sa classe sociale, quelle que soit son origine, elle permet à tout un chacun de monter au firmament. A ce titre, et Perols en est la démonstration par quelques réussites exemplaires, je souscris totalement à ce vœu.

Monsieur le Président

C'est un débat riche et important pour notre territoire. Les prochains intervenants sont Monsieur Abert, Julie Frêche et Arnaud Moynier. Monsieur Meissonnier conclura.

Fabien ABERT

Monsieur le Président, je tenais tout d'abord à vous féliciter de cette initiative, exemplaire, de soutenir la course camarguaise en l'inscrivant au patrimoine immatériel de l'UNESCO. Il a été souligné tout à l'heure une possible violence qui pouvait être faite aux animaux. Je pense que Jean-Luc Meissonnier le rappellera : il ne faut pas confondre la corrida et la course camarguaise, qui sont bien deux choses différentes. Il n'y a pas de mise à mort, il y a un respect du taureau très important. Il est important de le souligner. Il ne faut pas faire preuve de méconnaissance, en expliquant que l'on va faire du mal aux animaux à travers la course camarguaise. Au-delà de l'exploit sportif, il y a sur notre territoire une dimension sociale indéniable autour de la course camarguaise ; il faut voir les arènes se remplir, le côté festif qui se développe tout autour. Au-delà de ça, il y a des enjeux économiques, qui ont pu être soulignés tout à l'heure par le Président Poujol ; il y a une réelle économie autour de ça, que ce soit les manadiers, les taurins, les commerces des différentes communes, qui permettent également un certain développement lors de ces manifestations. C'est une très bonne chose que je tiens à souligner. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Abert. Julie Frêche.

Julie FRÊCHE

Merci Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers ; je suis parfaitement d'accord sur cette demande d'inscription et je crois que le député Patrick Vignal s'est particulièrement impliqué sur cette question. Je voulais aborder cette question dans un cadre plus large et connaître votre position (ma mémoire me fait sans doute défaut) sur l'inscription de la faculté de médecine et du centre-ville de Montpellier au patrimoine mondial de l'UNESCO, pour créer une destination UNESCO dans la région, avec le pont du Gard, le canal du Midi, la forteresse Vauban, la Cité de Carcassonne, la course camarguaise. Je crois qu'il manque dans cette énumération le centre historique de Montpellier ; cela pourrait être un magnifique projet pour les dix prochaines années. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je vous répondrai demain au Conseil municipal.

Julie FRÊCHE

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Certes. Mais comme il ne s'agit que de la ville de Montpellier, je vous répondrai demain au Conseil municipal.

Julie FRÊCHE

Sauf que l'intérêt touristique de la ville de Montpellier a des retombées économiques sur tous les villages de la Métropole.

Monsieur le Président

Intervenant suivant : Arnaud Moynier.

Arnaud MOYNIER

Bonsoir Monsieur le Président, chers collègues. Merci pour cette délibération, c'est formidable, notamment pour nos territoires de l'Est montpelliérain qui ont été très longtemps tournés vers le bassin lunellois de la petite Camargue. Nous allions faire notre marché à Lunel, et très souvent, le dimanche, il y avait des arrivées de taureaux. Je crois que c'est une très bonne chose de continuer à glorifier le dieu Minos dans notre région.

Quelques personnes, qui ne sont plus de ce monde, seraient très heureuses de voir que la Métropole prend cette délibération : le marquis Folco de Baroncelli, qui au début du siècle dernier a refondé avec une petite vingtaine de personnes la nation gardienne et les traditions. Ils se sont battus pour la liberté, la liberté d'être à cheval, d'élever des taureaux. Je pense également à Fanfonne Guillierme qui avec quelques Melgoriens, Lansarguais, Baillarguais, prenaient plaisir à venir monter dans notre région, et à quelques manades qui ont fait l'histoire de notre tauromachie locale ; je pense à la manade Laurent et bien d'autres. C'est leur rendre honneur aujourd'hui, et c'est formidable pour le languedocien que je suis. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Jean-Luc Meissonnier. Je dirai un petit mot après.

Jean-Luc MEISSONNIER

Chers collègues, je voudrais vous remercier de vous être associés aux applaudissements concernant le nouveau Président, Hadrien Poujol. Je suis persuadé que certains, qui ne connaissaient pas la course camarguaise, et qui sont issus d'un milieu urbain (je pense à Fabien mais aussi à d'autres personnes qui ont cherché à savoir quelle était l'éventuelle souffrance du taureau lors des courses camarguaises) ont bien compris, comme le disait Laurent Jaoul ou d'autres élus, que nous vénérons le taureau. Je suis étonné que mon ami Cyril Meunier ne puisse pas convaincre une élue de son groupe majoritaire de la différence entre la corrida et la course camarguaise, d'autant plus que Lattes bénéficie d'arènes ; toutes les courses sont gratuites à Lattes, ce qui prouve la difficulté que peut parfois rencontrer le club taurin à boucler les budgets. Quoi qu'il en soit, c'est tout à ton honneur. Mais c'est bizarre, parce que quand tout est gratuit, l'ensemble du Conseil municipal, et notamment du groupe majoritaire, devrait suivre les courses qui ont lieu à Lattes ; ce sont d'ailleurs de belles courses, qui sont bien montées. Tu obéis à une élue qui te demande de t'abstenir sur quelque chose que tu sembles avoir compris ; c'est un peu bizarre. Si, Cyril ! Soit elle n'a pas compris que le taureau était soigné et vénéré pendant des années, soit tu te fais porteur de choses qui peuvent compromettre certaines choses. Honnêtement, Cyril, j'attendais un vote majoritaire de la part de tous les élus de Lattes.

Cyril MEUNIER

Je te prie de m'excuser ; je crois que je me suis mal exprimé. Rosy Buono siège ici en tant que conseillère métropolitaine. Aujourd'hui, elle est absente pour des raisons personnelles liées à la santé de son mari. Elle s'abstient aussi bien au Conseil municipal qu'ici ; je respecte le vote de Rosy Buono en tant que personne. Nous avons voté pour à la majorité ; tu le sais très bien. En plus, nous avons aidé la Fédération. Si tu as en tête de faire aimer la course camarguaise à Rosy Buono, tu as intérêt à savoir toréer, gamin ! Tu vas avoir du mal.

Jean-Luc MEISSONNIER

Par ton expression, tu confonds toréer et raser. Elle doit donc avoir du mal à comprendre l' élu que tu es.

Cyril MEUNIER

Règle le problème avec Rosy, merci !

Jean-Luc MEISSONNIER

En tous cas, je vous remercie de vous associer à ce vœu, toutes et tous.

Monsieur le Président

Ne vous excitez pas. Dans deux mois et demi, c'est fini. Cool ! Il faut y aller cool. Il faut regarder l'avenir avec optimisme.

Je voudrais remercier le Vice-Président Jean-Luc Meissonnier et féliciter le Président de la Fédération française de course camarguaise Hadrien Poujol, remercier tous les maires pour le Trophée taurin de la Métropole, ceux de la Métropole, qui acceptent dans leurs arènes de recevoir le trophée et les courses, mais aussi ceux qui pour la première fois cette année sont en dehors de la Métropole : les communes de Lansargues et de Mauguio, qui ont accepté de recevoir le Trophée taurin de la Métropole dans leurs arènes. Je remercie les deux maires et les conseils municipaux. Parce que c'est très important.

Je mets aux voix le vœu. Qui est contre ? Qui est pour ? Unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme R. BUONO.

Henri ROUILLEAULT

Je voudrais signaler que Monsieur Dupraz n'est pas Vice-Président au transport de la région ; il est simplement Vice-Président de la commission. Le Vice-Président aux transports est Monsieur Gibelin, qui par ailleurs, est doublement intéressé, puisqu'il est aussi originaire du Gard. Je suggère donc que vous regardiez avec Madame Delga et Monsieur Gibelin.

Monsieur le Président

Oui, mais le papier, c'est celui de la Région, Monsieur Rouilleault. Je ne l'ai pas inventé. Oui, et Président de l'EPF. Vous avez raison sur le principe : quand quelqu'un n'est pas Vice-Président, je le regrette pour lui. Mais il n'est pas Vice-Président, vous avez raison. Il est Vice-Président de la commission. Il est Président de l'EPF, et il a écrit sur un papier Région.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION - ACCORD-CADRE DE COOPERATION: COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIMES, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND ALES, MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE – APPROBATION- AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Affaire numéro 5 : nous avons déjà parlé de ce dossier. Nous avons passé une convention avec ces agglomérations, ces communautés de communes et ces métropoles ; nous souhaitons vous présenter aujourd'hui l'accord cadre qui a déjà été porté aux voix dans plusieurs conseils métropolitains.

Cet accord concerne les transports, concerne la santé, concerne également l'enseignement, et concerne le design. La communauté d'agglomérations d'Alès n'a pas voté ; elle votera après nous. L'Agglomération de Nîmes a voté favorablement, moins les élus du groupe PC, à cause de Manduel (et il y a la fonction transport). Dans la Communauté d'Agglomération de Thau, 13 communes sur 14 ont voté pour. Le groupe PS de Frontignan s'est abstenu ainsi que le PC, mais les deux délibérations ont été adoptées à une large majorité.

Nous avons déjà parlé de ce sujet, mais il s'agit de voter la convention. Qui souhaite prendre la parole ? Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Je ne sais pas si je vais être hors sujet, mais j'ai une question à vous poser, Monsieur le Président. Comme la thématique est en lien avec cet accord-cadre, je profite de cette affaire pour vous poser la question ; Madame Delga aurait émis le souhait de créer un parc d'attractions dans notre région. J'y suis complètement favorable, car je trouve qu'il y a un vide à ce niveau. Je voulais connaître votre position : allez-vous en discuter avec les maires de la Métropole, avez-vous déjà pensé à un lieu ?

Monsieur le Président

Ce n'est pas le sujet de la délibération, Madame Bouallaga !

Sabria BOUALLAGA

Comme le tourisme y est intrinsèque, on peut aborder le sujet.

Monsieur le Président

Je ne me détermine pas en séance du Conseil de Métropole sur un projet régional. J'ai dit à titre personnel ce que j'en pensais dans la presse. Cela suffit largement.

Sabria BOUALLAGA

On pourrait aussi défendre Montpellier capitale du sport pour les JO de 2028, peut-être ? Si Paris n'est pas prise en 2024.

Monsieur le Président

Nous faisons partie des villes qui sont intégrées dans le dossier.

Sabria BOUALLAGA

D'accord. Pour 2028 ?

Monsieur le Président

Mais cela n'a rien à voir. On ne va pas aborder tous les sujets.

Sabria BOUALLAGA

Oui, je l'ai dit en préambule.

Monsieur le Président

J'ai oublié de vous dire que je présenterai vendredi à la Fédération française de foot féminin à Paris le projet de recevoir la coupe du monde en 2019 dans la Métropole. Dans le sud, il n'y a que nous et Nice pour le foot féminin.

Je mets aux voix l'affaire 5. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adopté, moins une voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

**AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION « MONTPELLIER CAPITAL SANTE » DEMANDE DE SUBVENTIONS –AVENANT N°1-
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 6 : pacte métropolitain d'innovation « Montpellier Capital Santé ». C'est l'occasion pour moi de remercier une nouvelle fois l'ex-Premier ministre Manuel Valls, qui nous a proposé, avec le Ministre des collectivités Jean-Michel Baylet de créer le pacte Métropole-État que nous avons dédié à la santé sous la forme « Montpellier Capital Santé ». Nous avons obtenu du gouvernement, pour les projets qui intéressent à la fois le territoire, les entreprises, et le CHU, 7,2 millions d'euros, fléchés sur des projets concernant la médecine du futur, la thérapie cellulaire, la médecine régénérative, la génétique. L'État a souhaité nous ajouter la somme de 1,2 millions d'euros suite à ma rencontre à Matignon avec le Premier Ministre actuel Bernard Cazeneuve, ce qui porte le total à 8,4 millions d'euros pour le projet « Montpellier Capital Santé ». Ce sont des projets qui traitent de l'innovation et qui doivent intégrer un volet de coopération territoriale, ce que nous possédons, puisqu'en même temps que nous avons construit la Métropole, nous avons également construit le parlement des territoires. L'ensemble des coopérations, dont celle avec Nîmes, Alès et Sète, vient d'être expliqué. En effet, nous ne pouvions pas passer de pacte État-Métropole si la Métropole n'était pas en capacité de prouver qu'elle pouvait travailler avec un territoire encore plus large que son territoire administratif. Cela faisait partie des termes du contrat.

Souhaitez-vous intervenir ? Monsieur Domergue et Madame Darde.

Jacques DOMERGUE

J'ai cru comprendre, d'après la note qui nous a été transmise, que ces 1,2 millions d'euros seraient destinés aux projets déjà retenus. Comme je vous l'ai déjà signalé, nous avons été surpris de voir que la commission santé de la Métropole n'avait pas été associée au choix et à la décision sur les dossiers qui ont été retenus, puisque c'est l'État seul qui a pris cette décision. Je trouve déjà que ce n'est pas très élégant, même si l'on peut reconnaître que...

Monsieur le Président

Sur proposition des dossiers, qui nous étaient parvenus, que l'État a jugés être intégrables dans la dynamique générale.

Jacques DOMERGUE

Sans que la commission n'en soit informée.

Monsieur le Président

L'État, c'est l'État.

Jacques DOMERGUE

Mais ce n'est pas là-dessus que je veux revenir. Si nous pouvions faire une suggestion une fois : plutôt que de renforcer les projets déjà retenus et pour lesquels des budgets ont déjà été bouclés, avec des financements divers, ne pourrait-on pas imaginer que ces 1,2 millions d'euros soient affectés à d'autres projets pour lesquels une sélection pourrait être effectuée ? À ce moment-là, peut-être que la commission y serait associée.

Monsieur le Président

Monsieur Domergue, je vais vous faire une réponse administrative : c'est parce que cela se fait dans un laps de temps extrêmement réduit d'une quinzaine de jours.

Jacques DOMERGUE

On peut se réunir très vite.

Monsieur le Président

Madame Dardé.

Catherine DARDÉ

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais souligner toute la dynamique qui est en train de se mettre en place en matière de santé sur ce grand territoire ; on a connu pendant de nombreuses années des luttes intestines entre les différentes villes de la région : Nîmes, Montpellier, etc. Nous sommes dans une dynamique métropolitaine et au-delà de la Métropole, les autres territoires, puisque nous allons jusqu'à Sète et dans les Cévennes. J'espère que cette dynamique va se poursuivre ; nous avons un potentiel très important en matière de santé, aussi bien en matière de soins que de recherche et développement. Je félicite tous les acteurs qui arrivent à se mobiliser pour formaliser des projets d'innovation, de recherche et de développement. Je crois savoir que sur ce projet, un volet est lié au *Living Lab* de Lattes. Je voudrais dire que nous avons aussi des réflexions en matière de *silver economy*, de prévention du vieillissement, dans le cadre de la ZAC Eureka. J'espère que nous pourrions mettre en synergie ces deux projets pour pouvoir continuer à faciliter le développement des start-up en matière de *silver economy* et favoriser les liens intergénérationnels par rapport au vieillissement de la population, qui, vous le savez est un enjeu fondamental pour l'avenir. Je me réjouis que l'on puisse continuer à avancer en ce sens.

Monsieur le Président

Merci madame Dardé. Qui souhaite encore s'exprimer ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION - CONTRIBUTION METROPOLITAINE – APPROBATION

M. D. BOUMAAZ sort de séance. M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 7 : schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation. Madame Marion.

Chantal MARION

Ce que je vais vous présenter sera moins ludique que la course camarguaise à laquelle je porte une réelle affection ; voyez comment je suis habillée aujourd'hui. Cependant, c'est un sujet aussi important.

Je pense qu'un Powerpoint va m'accompagner. Vous savez que la loi NOTRe nous a obligés à nous réunir avec la région. Nous sommes la Région Occitanie, où il y a deux métropoles : Métropole Toulouse et Métropole Montpellier Méditerranée. Il a fallu rédiger un Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation ; pour faire plus simple, je dirai SRD2I à partir de maintenant.

Il s'agit d'une procédure spécifique : notre région est grande. Les deux métropoles sont éloignées. Il a fallu rédiger ce schéma régional à partir du mois de mai. Les orientations proposées sont importantes pour Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a ceux qui tiennent la plume et ceux qui ont des idées. Tenir la plume est quelque chose de très important ; pour ceux qui ont déjà rédigé des dossiers, il est bien de savoir tenir la plume, ainsi on sait ce qui est écrit. La rédaction qui s'est effectuée entre les services administratifs de la région Occitanie, ceux de Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la Métropole de Toulouse s'est faite comme il fallait, mais avec beaucoup d'investissement de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, avec les services administratifs et sous l'œil vigilant des élus, c'est-à-dire Madame Dominique Faure pour la Métropole de Toulouse, Madame Nadia Pellefigue pour la Région et votre serviteur ici présent pour Montpellier Méditerranée Métropole. Nous sommes arrivés à écrire et finaliser ce schéma régional ; je vais

le soumettre à votre vote tout à l'heure. Il est voté à la région et à la Métropole. Il fallait donc l'écrire et l'élaborer de manière conjointe, vous l'avez compris.

Dans un premier temps, Méditerranée Métropole a proposé ces sept piliers, qui sont forts : santé, numérique, transport et mobilité, développement économique, tourisme et industrie, agro-écologie, culture, patrimoine et université, commerce et artisanat. Vous êtes habitués à la politique volontariste de Montpellier Méditerranée Métropole, mais le mot « faire » ne représente pas grand-chose pour la région. Nous sommes arrivés à le faire inscrire dans le schéma régional ; il s'agit donc de fédérer, c'est-à-dire de mettre les écosystèmes en mouvement autour de la table, comme on sait le faire ici, accélérer en levant les freins, et en boostant la croissance de nos entreprises, et implanter, en développant une offre foncière, comme on le fait avec Stéphanie Jannin ici présente, adaptée aux besoins des entreprises, et responsabiliser en soutenant une économie plus solidaire. Ce qui est important et spécifique à la Métropole est que dans le cadre de ce schéma, on a réaffirmé la volonté de la Métropole de renforcer ces coopérations avec les communautés d'agglomérations de Nîmes, d'Alès, du bassin de Thau, ainsi qu'avec les territoires voisins de la Métropole, qui vont nous permettre d'être en synergie avec eux en permanence et ne pas laisser de côté l'écosystème, l'urbain et le péri-urbain. La signature du pacte métropolitain d'innovation avec l'État confirme d'ailleurs cette dynamique. Il faut s'adapter aux spécificités locales et définir un cadre de convergence important. Il a fallu trouver trois objectifs communs : l'attractivité, l'innovation et la création d'entreprise.

Si vous le permettez, je vais vous les détailler, assez rapidement, mais je crois qu'il est important que vous le sachiez, et que vous lisiez ce document, composé de 30 pages environ, avec des fiches spécifiques, certaines pour la Métropole de Toulouse, certaines pour la Métropole. Car nous avons certaines spécificités que Toulouse n'a pas, et inversement.

- L'attractivité

L'attractivité, tout d'abord. Cinq points sont importants :

- L'attractivité et l'internationalisation des entreprises : vous le savez, nous avons la quatrième concentration de matière grise en France. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage ainsi à promouvoir la destination Montpellier auprès de multiples cibles de professionnels.

Monsieur le Président

D'ailleurs, Madame Marion, nous irons dans la Silicon Valley pendant 4 jours, dès que nous aurons les accords, juste après les échéances électorales. Nous y sommes conviés pour présenter la Ville et la Métropole aux entrepreneurs américains, dont un certain nombre souhaite s'installer ici. D'ailleurs, on a Wezr. C'est grâce à son chef d'entreprise que nous avons la possibilité d'entrer sur ce marché. Nous n'allons pas nous fermer la porte.

Chantal MARION

Ce qui était important est que pour chaque objectif, quelque chose soit fait entre la Région et la Métropole, qui partagent l'objectif de la création de richesses et identifient l'attractivité territoriale comme un enjeu majeur et prioritaire. Il s'agit par exemple d'agir de concert pour accueillir de grandes manifestations professionnelles, sportives ou culturelles, et de renforcer l'implantation d'agences ou d'équipements nationaux.

Concernant l'internationalisation des entreprises, la Métropole participera, et c'est écrit dans le marbre ; il fallait que ce soit écrit, car si vous le votez, c'est quelque chose qui ira de 2016 à 2021. Cela va nous servir d'outil de référence, pour dire : là, c'est écrit, il faut que l'on travaille ensemble. La Métropole travaillera et participera au comité stratégique export régional, afin de définir et mettre en œuvre une stratégie à l'internationale.

- Le tourisme ; on en parlait tout à l'heure, donc je peux répondre indirectement à Sabria. Le tourisme de loisir est une priorité de Montpellier Métropole, de par son patrimoine culturel et sa localisation privilégiée. Je vous assure que les Toulousains ont les yeux qui brillent quand ils voient la Méditerranée ; nous, nous n'allons pas la voir tous les jours, nous savons qu'elle est à côté. Eux ne la voient jamais. Je vous rappelle qu'il y a plus de 5 millions de touristes par an, et 4 millions de nuitées. La Métropole participe au positionnement de l'Occitanie, qui se dit la quatrième région touristique de France. Les politiques métropolitaines et régionales vont donc agir en interaction, comme c'est écrit.

- Les coopérations européennes et internationales : en référence aux politiques de l'Union européenne, aux initiatives nationales et régionales, la Région et la Métropole souhaitent partager, porter collectivement ou coordonner leur action. Les contrats européens sont très lourds à rédiger, cela demande des personnes à temps plein. Il faut être honnête : nous n'étions pas très bons. Nous travaillons avec la Région et la Métro-

pole de Toulouse pour réactiver cela. La Région et la Métropole conviennent d'agir de concert, en lien avec les autres collectivités de la région Occitanie Pyrénées Méditerranée.

- L'offre foncière et immobilière : je ne vais pas vous répéter le mot « faire », vous le connaissez, mais sachez que lorsque j'ai parlé de SAE (Schéma d'Accueil des Entreprises) à Madame Pellefigue, que vous avez voté à un précédent Conseil métropolitain, elle ne savait pas ce que c'était. Nous l'avons voté, nous l'avons mis en place, Stéphanie en parle régulièrement parce qu'elle présente le SCoT à chaque réunion. C'est quelque chose d'important qu'ils vont s'approprier ; il faut laisser les personnes s'approprier les bonnes idées : développer l'accueil d'activité économique, renforcer l'offre du foncier, diversifier l'offre. La région et la Métropole souhaitent donc renforcer l'investissement de l'immobilier collectif et souhaitent proposer un parcours d'accueil des entreprises, comme nous le faisons ici depuis longtemps, mais dans sa totalité, c'est-à-dire aller chercher les pépites, les faire mûrir, les incubes, accélérer, les implanter, et les amener à l'internationale.

- Développement économique des quartiers politique de la ville ; rappelez-vous du contrat de ville métropolitain, de 2015-2020, signé entre la Métropole et la Région. Ensuite a été signé le Podem (Projet pour le développement dans l'emploi métropolitain) entre l'État et la Métropole, ainsi que le Mopodem. C'est une fiche particulière de la Métropole qui fait que la Métropole et la Région comptent avoir des actions liées à l'emploi et à l'insertion, en lien avec les filières économiques stratégiques.

- L'innovation

Deuxièmement, on parle de l'innovation. La Région et la Métropole se sont engagées de manière volontariste. Six points sont importants ; il s'agit de travailler ensemble sur cette phase de maturation, qui est la chaîne caractéristique que nous avons. Mais surtout, cette stratégie est associée autour de six filières prioritaires. Je voudrais que vous soyez vigilants, parce qu'il faut que vous soyez fiers du travail fait à la Métropole, tout d'abord sur la filière santé. On en parlait tout à l'heure dans le cadre de « Montpellier Capital Santé ». La Métropole a ce titre de « Montpellier Capital Santé » et comme vous l'avez vu, l'État l'a reconnu et il nous a dotés des millions dont vous parliez tout à l'heure.

Le numérique, ensuite : la labellisation et le renouvellement du label French Tech : avec 7 réseaux thématiques sur 9, nous sommes la Métropole qui avons le plus de réseaux thématiques.

Les industries créatives et culturelles (ICC) avec le projet de l'EAI, la cité créative, avec un pôle dédié à l'économie culturelle et créative.

L'agro-alimentaire, l'économie agricole et l'agro-écologie, avec le développement du MIN.

Les technologies environnementales vertes et les éco industries en faveur d'un développement durable, et l'eau, avec son pôle de compétitivité.

Toutes ces stratégies sont inscrites dans le schéma régional. Voyez-vous tous les cadeaux que nous avons mis dans le panier de la mariée ? Regardez tout le travail qui a été fait avant que nous soyons élus, et le travail qui a été fait depuis trois ans, depuis que nous avons été élus. Si nous n'avions pas fait ce travail, tous les Vice-Présidents concernés, Stéphanie Jannin, Madame Touzard, Monsieur Revol et tout le personnel administratif... voilà le travail que nous avons mené, qui a enrichi ce schéma régional. C'est important, parce que là, nous tenons les rênes. (On reste un peu dans le monde taurin).

Ensuite, l'innovation collaborative ; c'est quelque chose de très important. C'est la mise en place d'une chaîne d'innovation complète pour un accompagnement adapté et performant des acteurs économiques avec notre incubateur (je ne vais pas vous le rappeler) et également la mise en place de quelque chose dans lequel nous sommes leader, la Cité intelligente. Un cadeau de plus dans le panier de la mariée.

Ensuite, l'innovation sociale et solidaire : elle représente près de 11 % des établissements privés et 11 % des effectifs salariés. La région et la Métropole se donnent pour objectif de mener des actions coordonnées pour ce sujet.

La promotion des métiers, des formations et des emplois accessibles ; nous retrouvons le projet du Podem. Et enfin, le commerce, l'artisanat et le design, porteurs d'emplois stables non délocalisables. Comme le disait Monsieur le Président, le design représente une filière d'avenir que la Métropole va porter de plus en plus haut avec les acteurs du design.

Enfin, une coopération sur les problématiques de haut de bilan des entreprises, afin de renforcer les ressources disponibles en faveur du capital innovation.

- La création d'entreprises

Et pour terminer, la création des entreprises qui présente l'un des plus fort taux de croissance d'entreprises de France. Je vous rappelle le Midi Libre d'aujourd'hui. Une attention particulière sera portée à la création d'entreprises innovantes, des start-up. L'entrepreneuriat étudiant sera mis à l'honneur. Pour la première fois, la thèse en 186 secondes, qui d'habitude a lieu devant les parents et les chercheurs aura lieu cette année devant 125 entreprises. Les start-up et les entreprises vont voir les doctorants présenter leur thèse en 186 secondes. Ça aussi, c'est l'innovation à Montpellier.

Ensuite un parcours d'accompagnement global des entreprises co-construit et un engagement consolidé en faveur de la création d'entreprises ; c'était incontournable dans le volet métropolitain du schéma de développement économique.

Pour conclure, je vais vous citer à nouveau tout ce que l'on a mené : la French Tech, Montpellier Capital Santé, la Cité intelligente, tout ceci en sachant faire travailler notre écosystème, en sachant réunir tout notre écosystème, de l'étudiant aux élus, en passant par les entreprises, par les universitaires, et j'en oublie. Ensuite, les ICC, mis en place grâce aux réseaux thématiques que l'on a obtenus par la French Tech, l'agro-alimentaire, qui est dans le SCoT, avec Madame Jannin et Madame Touzard, le Podem, que le Président a signé, le schéma d'accueil des entreprises. Je pense que ce schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, tel que je vous le présente, est un beau travail. Je remercie les personnes qui ont contribué, notamment les services administratifs de la DDEEI, qui ont eu une très bonne plume. Et ça, c'est important. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Président

Qui souhaite s'exprimer ? Madame Touzard, Madame Hart, et Monsieur Larue.

Isabelle TOUZARD

Bonsoir Monsieur le Président, chers collègues. Merci, Chantal pour tout ce travail, que je trouve vraiment très prometteur. Je me félicite que le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'alimentation figure en bonne place dans ce schéma directeur, à double titre : un, parce que c'est une filière en voie de développement importante sur le territoire et aussi parce qu'elle contribue, il faut le rappeler, à l'attractivité potentielle de notre territoire. Tous les autres secteurs qui sont cités, que ce soit ceux qui relèvent de la santé, du numérique, et toutes les entreprises que l'on souhaite attirer dans ce domaine, regardent aussi ces aspects. Comme on l'a évoqué en début de Conseil, l'attractivité de Montpellier, ce sont à la fois cette ville, ces villes, et ces paysages. L'agriculture, l'alimentation, à double titre, font partie prenante de ce schéma.

Monsieur le Président

Merci Isabelle. Clare.

Clare HART

Je vais prendre ma casquette de chef d'entreprise et féliciter les équipes qui ont travaillé sur ce projet magnifique, qui a été fait en un temps record, dans la continuité de ce qui a déjà été commencé, de toutes les pierres qui ont été posées : le MIBI, le BIC, Cap Oméga, Cap Alpha. Je souhaite rendre hommage aux gens qui ont vu grand, à cette époque. Dire que nous, les entreprises, nous appelons de nos vœux ce type de projet depuis très longtemps. Nous l'avons dit à Madame Delga : nous l'avons souhaité, à travers le consulaire, à travers notre CCI. Nous y travaillons également à la CCI Occitanie. Nous avons besoin d'un guichet unique, d'un lieu unique où nous pouvons nous rassembler autour de nos besoins en internationalisation, en développement, en immobilier. Là, on trouve tout ; tout y est. Je pense que si l'on peut tendre la main vers le milieu consulaire, vers les chambres, les différentes branches et filières, nous pourrions enfin tous nous unir et travailler intelligemment, ce qui a toujours été le vœu de nos équipes dans le passé. Bravo aux équipes qui ont relevé le défi en trois mois.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, madame Hart. Monsieur Larue.

Alex LARUE

Juste une petite question ; je n'avais pas prévu d'intervenir sur le sujet, mais à l'écoute de l'exposé de Madame Marion, je vous avoue que je suis un peu déstabilisé. Je n'ai pas une vision manichéenne de la politique et je trouve que les petites piques sur Madame Pellefigue, que je ne connais pas mais qui doit faire de son mieux, je pense, ou sur l'équipe précédente (parce que la French Tech n'est pas née en 2014), sont un peu regrettables. Du coup, comme je suis curieux et que le développement économique fait partie des sujets que j'aime bien suivre, j'entends des phrases assez intéressantes sur le développement des entreprises, sur l'attractivité, l'internationalisation des sociétés, et notamment les opérations de haut de bilan. Il se trouve que c'est l'une de mes marottes, et mon activité professionnelle : je suis curieux de savoir ce que vous allez m'apporter en la matière, et au-delà des incantations sur le fait qu'il faut créer des start-up et les aider à se développer (tout le monde est d'accord et vous me trouverez toujours à vos côtés sur ce sujet), le vrai défi de notre Métropole en matière d'attractivité d'entreprise, notamment sur les start-up, est de créer des géants. Ce n'est pas seulement de permettre à une société de naître, c'est aussi de se développer. Tout à l'heure, Madame Gottlieb était un bon exemple de pérennisation d'activité économique sur notre territoire. Je pense qu'on le constate ; j'ai beaucoup de clients qui ont été confrontés à ce type de situation ; dès qu'une start-up montpelliéraine est visible, elle est rachetée et elle est délocalisée. Pas toutes, mais beaucoup. Ce n'est pas politique, ce que je vous dis ; encore une fois, je suis prêt à travailler avec vous sur le sujet. Il faut que l'on aide les sociétés à avoir accès au capital développement, et pas seulement au capital-risque. Le capital développement sera le meilleur moyen de créer des entreprises pérennes rentables (et surtout qui embauchent), sur le territoire de la Métropole. Je suis à votre disposition pour échanger là-dessus et si vous avez d'ores et déjà certaines idées, je suis preneur.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Madame Marion va vous répondre, puis je vous dirai un petit mot.

Chantal MARION

Déjà, sur les phrases assassines de la Région ; ce sont des clins d'œil. Je ne suis pas un assassin. Je m'entends très bien avec Madame Pellefigue, je la rencontre souvent, mais vous savez, il faut être vigilant. Nous sommes trois femmes ; nous discutons correctement, mais nous sommes vigilants. Monsieur Larue, la labellisation French Tech, ce n'est pas la Région qui l'a eue ; c'est une labellisation Métropole.

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Chantal MARION

Écoutez-moi.

Monsieur le Président

On n'a jamais dit le contraire. Monsieur Moure, vous pouvez témoigner que j'ai toujours dit que c'était vous qui aviez lancé le dossier.

Alex LARUE

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Pas du tout. C'est un sujet politique, je suis obligé de monter au créneau.

Chantal MARION

J'y monte aussi...

Monsieur le Président

... attendez, laissez-moi commencer, vous finirez, madame Marion. Monsieur Larue, vous ne pouvez pas me faire ce procès, j'ai toujours dit que c'était Monsieur Moure qui avait initialisé le processus avec Max Lévi sur la French Tech. D'ailleurs, lorsque nous avons reçu Madame Axelle Lemaire autour d'un plateau d'huitres sur la Place de la Comédie, nous avons rappelé que ce dossier avait été lancé pendant le mandat précédent et que nous le potentialisions avec plaisir. C'est tout. Je ne suis pas là pour casser ce que les autres ont fait, si ça marche. Je suis là pour valoriser ce qui marche, quand ça marche, et créer autre chose, quand ça ne marche pas. Je vais d'ailleurs revenir sur le SR2E, parce que je veux que vous ayez des explications très précises sur la façon dont nous l'avons co-construit. Madame Marion, allez-y, puis je donnerai quelques explications de texte.

Chantal MARION

Monsieur Larue, vous ne m'avez pas bien écoutée ; j'ai dit en commençant que c'était un travail construit avant nous. Je vais vous dire tout ce qui a été fait depuis que nous sommes élus, puisque vous insistez : il y a eu le Pick-up for start-up, le French Tech ticket, le Pass French Tech, Un tramway nommé start-up. Il a fait le tour de la France, Monsieur Larue.

Alex LARUE

Ce n'est pas ma question.

Chantal MARION

Je réponds à ce que vous dites que je n'ai pas dit. J'en rajoute. Il y a eu le French Tech ticket, le Pass French Tech, qui fait que nous sommes deuxième après Paris (28 entreprises labellisées French Tech). Donc, ne me dites pas que l'on n'a pas fait des choses. Je reconnais que les personnes avant nous...

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Chantal MARION

Laissez-moi terminer ! Je reconnais que les personnes avant nous ont créé la French Tech, mais nous avons amené d'autres choses. Je pense que les personnes concernées ne se sentent pas vexées par ce que j'ai dit, au contraire. Je respecte toujours le travail qui a été fait ; c'est mon éducation, qui fait que je suis comme ça.

Ensuite, sur quel sujet voulez-vous que je vous réponde, Monsieur Larue ?

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Chantal MARION

Oui. Vous avez dit quelque chose qui m'a étonnée, Monsieur Larue ; que les entreprises s'en vont. Dites-le-moi, parce que moi, ils viennent tous me trouver pour rester sur la Métropole.

Ne soufflez pas !

Monsieur le Président

Répondez !

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Je comprends que la période n'est pas propice à avoir une clarté d'esprit, je le comprends. Je comprends que l'on ne soit pas détendu quand on parle, mais Madame Marion vous explique, Monsieur Larue, qu'il y a plus d'entreprises qui demandent à rester ici que d'entreprises qui partent.

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Si, c'est ce que vous avez dit.

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Chantal MARION

Donnez-moi des noms.

Monsieur le Président

Donnez-nous des noms d'entreprises qui sont parties.

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Chantal MARION

Donnez-moi des noms.

Monsieur le Président

Alors ? Vous ne donnez pas de noms ; vous faites donc un procès en sorcellerie à Madame Marion. Madame Hart, allez-y.

Clare HART

Je voudrais ramener tout cela au point qui est le plus important : nous sommes sur un territoire qui compte aujourd'hui à peu près 14 % de chômage. Certains quartiers, surtout aux alentours de Montpellier, comptent 45, voire 50 % de chômage. Énormément de jeunes personnes sont au chômage. L'intérêt de ce projet, et de tout ce qui a été fait avant (je le redis, cela s'inscrit dans un processus pour créer de l'emploi...) si nous travaillons correctement pour que nos entreprises puissent fonctionner, nous allons créer de l'emploi, nous allons pouvoir aider les personnes qui sont au chômage dans les quartiers. Tout notre travail devrait s'articuler autour de cela. Le travail du Podem est normalement en route, ça a démarré, tout le monde est à bord du train. Maintenant, il faut aller beaucoup plus loin. Notre objectif à tous doit être celui-là : création d'emplois, simplement.

Monsieur le Président

Madame Hart, je vous remercie pour les compliments que vous nous adressez, du fond du cœur. Merci beaucoup de votre objectivité à reconnaître la situation, parce que l'on ne peut pas nier que la création d'emplois, le développement économique, sont une des forces de la politique que nous conduisons aujourd'hui avec la Métropole. C'est reconnu nationalement et internationalement ; vous n'avez qu'à lire les journaux. Il ne faut pas s'arrêter à un seul titre. Il faut en prendre un autre.

Je voudrais revenir sur la genèse du document, parce qu'aujourd'hui, tout le monde se congratule et se félicite, mais lorsqu'avec Madame Marion nous avons eu à discuter avec la Région, cela a été chaud. On n'a pas retrouvé dans le document ni l'eau, ni les mobilités, ni le numérique, ni l'attractivité, ni les circuits de proximité ni le MIN ; ils avaient été sortis du document. Vous le savez, je vous en avais parlé : j'ai eu un rendez-vous avec monsieur le Préfet de région, Pascal Mailhos, à Toulouse, et deux jours après, l'ensemble des préconisations que nous avons portées dans l'intérêt de notre institution, ont été intégrées dans le document final du SR2E. Je remercie donc Pascal Mailhos, Préfet de région, parce qu'il a agi dans l'intérêt général du grand territoire régional ; les deux métropoles ont été intégrées dans le document final, par leur schéma économique. Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

Je mets aux voix le SR2E. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention). S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N°8 :HORS COMMISSION – STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE - AVIS DE LA MÉTROPOLE SUR LE PROJET DE RÉFORME DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Mme I. MARSALA, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. HART, M. J.L. SAVY, M. H. DE VERBIZIER, M. C. MEUNIER, M. R. YOUSSEF, M. J. MALEK et M. F. ABERT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 8 : il s'agit du stationnement payant sur voirie. Vous savez que la loi Maptam demande à l'ensemble des communes qui ont des places de stationnement payant de suivre les indications de la loi et de proposer un nouveau plan de stationnement pour le 1^{er} janvier 2018. Il s'agit d'approuver le fait que nous mettons en place ce plan, qui intégrera comme aujourd'hui trois zones, courte durée, moyenne durée, longue durée, sur l'ensemble de la ville de Montpellier. Toutes les communes de France sont dans le même processus. D'autres communes de la Métropole auront à gérer ce problème, et parce que l'espace est public et dépend de la Métropole, et parce que le plan de développement urbain dépend aussi de la Métropole, nous proposons cette délibération au Conseil métropolitain. Elle sera présentée de façon très précise demain soir au Conseil municipal de Montpellier.

Qui demande la parole ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je commencerai mon propos en rappelant que je ne suis pas en accord avec une certaine logique qui consiste à penser qu'on renforce l'attractivité en supprimant les voitures du centre-ville, et en interdisant l'accès et le stationnement de nos véhicules en centre-ville (et en particulier le centre-ville de Montpellier). Je pense que nous devrions au contraire tenir compte des évolutions techniques et technologiques qui vont nous permettre d'avoir très prochainement des véhicules propres. Mais comme ce n'est pas l'objet principal de ce que je voudrais dire aujourd'hui, nous poursuivrons cette discussion lors de nos différentes commissions transport.

Cette affaire pourrait être l'occasion, (et cet avis est partagé par le groupe Libres et humanistes) de faire un vrai pas politique vers une cohérence territoriale globale. Or, on constate qu'elle est exclusivement montpelliéraine ; je m'étonne un peu que soit traitée ici une affaire montpelliéraine. Je parle du zonage : pourquoi le zonage est montpelliérain, et pas métropolitain.

Monsieur le Président

Parce qu'il est différent dans chaque commune.

Anne BRISSAUD

Je propose que l'on réfléchisse à une cohérence territoriale qui concerne toutes les villes.

Monsieur le Président

Et le Pacte de confiance des maires, alors ? Vous en faites quoi ?

Anne BRISSAUD

Justement. Vous le voyez en conférence des maires, vous en discutez avec eux, et l'on traite ici d'une affaire métropolitaine. Pourquoi pas ?

Monsieur le Président

Pardonnez-moi de vous interrompre, Madame Brissaud. J'en fais une affaire de principe.

Anne BRISSAUD

Je ne remets pas en question votre pacte.

Monsieur le Président

Le maire de Castelnau a des places de stationnement payantes sur Castelnau ; ce n'est pas le maire de Montpellier qui va lui dire ce qu'il doit faire. C'est à lui de décider sur sa commune.

Anne BRISSAUD

On est au Conseil de Métropole. Ce que je veux dire ici, c'est que l'on pourrait parler d'un plan métropolitain ; on pourrait parler de tarif métropolitain, parce que cela concerne aussi les maires et les habitants des différentes communes.

Monsieur le Président

Vous allez contre la souveraineté des communes.

Anne BRISSAUD

Mais pas du tout ! Je ne remets pas du tout la liberté des maires en question.

Monsieur le Président

Le pouvoir de police reste aux maires.

Anne BRISSAUD

Mais non, vous transformez mes propos ; on est en Conseil métropolitain.

Monsieur le Président

Vous êtes hors sujet.

Anne BRISSAUD

Mais pas du tout ! J'ai quand même regardé les tarifs : ils sont très importants. On en discutera demain, bien entendu. Pour passer 5 heures en zone jaune aux alentours de Montpellier (j'ai regardé dans le quartier de la gare), on en a pour 33 euros ! Cela concerne les maires ; ce sont aussi eux qui viennent en voiture

à Montpellier. Et les habitants des communes aux alentours ? Vous voulez les forcer à prendre le tram. Je ne suis pas d'accord avec cette logique.

Monsieur le Président

Vous avez raison : les maires des communes passent leur temps à Montpellier !

Anne BRISSAUD

Je pense que les habitants des communes extérieures à Montpellier viennent à Montpellier, bien entendu ! C'est aussi notre objectif. Ce que je voulais proposer n'était pas polémique, malgré ce que vous essayez de faire croire : que l'on ait des tarifs métropolitains plutôt que des tarifs montpelliérains, et des tarifs préférentiels. Par exemple, la carte Oxygène, qui donne droit à 30 minutes gratuites par jour, est réservée aux Montpelliérains. Je propose de l'étendre aux résidents métropolitains. Voilà ce que je voulais dire. Vous voyez que ce n'est pas du tout polémique.

Monsieur le Président

Vous voulez engorger le centre-ville, vous ! Vous êtes contre le centre piétonnier.

Anne BRISSAUD

Oui. C'est une autre question, mais je suis pour les voitures en centre-ville, bien entendu, pour favoriser le stationnement, et inverser la logique tarifaire, parce que je considère que l'activité est aussi liée aux modes de déplacement des Montpelliérains, des habitants aux alentours, et des touristes, que l'on devrait favoriser le passage des véhicules, et désengorger les axes routiers du centre-ville. Parce qu'il y en a aussi, on l'a vu : le boulevard Gambetta... j'ai l'impression que toute la périphérie de Montpellier est embouteillée aux heures de pointe. Et ça, il faut le changer. Et pour l'instant, je ne vois pas de logique là-dessus. Ce que je voudrais dire, c'est que l'on vote une affaire montpelliéraine, il me semble ? Pourquoi ne pas la rendre métropolitaine et demander l'avis des maires ? On demande l'avis des maires sur les tarifs montpelliérains. Je ne comprends pas.

Monsieur le Président

Monsieur Lévi va vous répondre.

Anne BRISSAUD

Vous n'avez pas donné les tarifs associés à cette affaire.

Max LEVITA

Madame Brissaud n'a pas vu un point important de la loi ; vous arrivez à Montpellier, il y a un parcmètre, vous pouvez payer votre parcmètre. Si vous payez votre parcmètre, il n'y a rien de changé par rapport à la situation actuelle, et le paiement va à la ville de Montpellier. Si vous ne payez pas votre parcmètre, la loi rentre alors en jeu : un forfait post-stationnement, qui va à la Métropole. C'est la raison pour laquelle ce dossier est présenté devant la Métropole.

Anne BRISSAUD

Est-ce que ce n'est pas l'occasion de proposer une logique métropolitaine de zonage et de tarification ? Cela ne veut pas dire que les maires sont obligés de donner des zones payantes, pas du tout ! S'ils souhaitent que cela reste gratuit, cela peut rester gratuit, bien entendu.

Max LEVITA

Les maires ont été consultés ; ils ont préféré garder leur système, ce qui est leur droit. Toutes les communes de la Métropole ne sont d'ailleurs pas concernées ; un certain nombre de communes n'a pas de place de stationnement. On a présenté le système de Montpellier aux maires concernés. Contrairement à ce que vous dites, les problèmes de stationnement... d'abord, ce que nous voulons, ce que veut Madame Santarelli, parce que c'est elle qui porte le projet, ce n'est pas moi, c'est rendre un service aux automobilistes. Ce n'est pas les faire payer, c'est leur rendre un service. Ils arrivent à Montpellier, ils sont Montpelliérains ou pas, ils cherchent une place. Ce que nous voulons, c'est leur faciliter la place.

Anne BRISSAUD

Mais on les fait payer à chaque fois : parce qu'à Montpellier, il n'y a plus de places gratuites.

Max LEVITA

C'est le système actuel. Vous utilisez un espace public qui ne vous appartient pas : vous payez.

Anne BRISSAUD

Ce que je dis c'est que les habitants de la Métropole pourraient au moins tous avoir 30 minutes gratuites.

Max LEVITA

Madame Santarelli me souffle que tout le monde peut prendre la carte Oxygène.

Anne BRISSAUD

Les résidents montpelliérains ; c'est écrit.

Max LEVITA

Non ! Tous.

Anne BRISSAUD

Regardez : il faut donner la preuve que l'on habite à Montpellier pour avoir la carte Oxygène. Vous voulez dire que tout le monde peut avoir la carte Oxygène ?

Max LEVITA

Oui.

Anne BRISSAUD

Ce n'est pas ce qui est écrit sur le site internet de la Ville, mais on pourra regarder.

Monsieur le Président

Madame Santarelli, donnez-nous votre expertise sur la carte Oxygène.

Marie-Hélène SANTARELLI

Il y a une erreur sur le site de la Ville ; il est mal fait. La carte Oxygène est valable pour tous les résidents pour qu'ils prennent leur abonnement de résident, mais elle est aussi valable pour n'importe qui. Elle est gratuite et permet d'avoir 30 minutes de stationnement gratuit.

Monsieur le Président

Prière de modifier le site internet de la Ville. Madame Brissaud, vous êtes exaucée.

Anne BRISSAUD

C'est un premier pas vers une cohérence.

Monsieur le Président

Franchement, vous êtes tombée juste.

Anne BRISSAUD

Finalement, ma question était logique.

Monsieur le Président

Oui. Et la réponse que je vous donne est favorable à votre question.

Anne BRISSAUD

À un point de ma question. Après, nous pourrions reparler de la place des voitures en centre-ville.

Monsieur le Président

Nous en parlerons demain. Monsieur Grand.

Jean-Pierre GRAND

Je ne veux pas alourdir le débat, mais c'est une affaire très compliquée. Si on savait la régler, je pense que de nombreux maires en France seraient ravis. Le problème est que toutes les solutions que l'on nous propose ont des limites ; on essaie donc d'opter pour les plus vertueuses. À Castelnau, nous allons évoluer ; nous allons passer au disque sur certains secteurs, et sur d'autres nous aurons une autre formule. Pourquoi évoluons-nous ? Partout où vous avez des tramways, c'est le cas à Montpellier, à Castelnau, il y a une attractivité, qui attire des citoyens dans un rayon qui va très au-delà de la Métropole. À partir de là, nous avons des problèmes à gérer, qui sont des problèmes de cohabitation entre les résidents qui eux aussi veulent stationner, et les personnes qui viennent de plus loin et essaient d'aller là où les trams sont à fréquence rapide. Tout cela est extrêmement compliqué. Cela peut être une source inépuisable de polémiques, sauf que nous sommes contraints de régler au quotidien ces problèmes. Nous y travaillons avec la Métropole, pour

faire évoluer les choses, en particulier là où il y a des parcs, et de l'inter-modalité. Par exemple, le train qui s'arrête à Baillargues est une source de désengorgement de la ville de Montpellier. C'est aussi une source de désengorgement de Castelnaud. C'est pour cela que nous sommes favorables à l'inter-modalité au Sablassou pour les mêmes raisons : moins l'on fait entrer de voitures à Montpellier, moins il y a de problèmes. Ceux qui s'imaginent que les voitures au centre-ville, c'est bon pour le commerce, ont 50 ans de retard.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, vous ne reprochez pas à Monsieur Grand des petites piques dans les phrases ?

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Bon ; ce sont des piques orientées.

Je mets aux voix le stationnement payant sur voirie. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Deux. Trois abstentions. Attendez, je n'y comprends plus rien : on dirait des sémaphores, je n'y vois plus rien. Je refais voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cinq abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (5 abstentions).

Se sont abstenus : Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, M. A. LARUE, M. E. PETIT.

AFFAIRE N°9 :HORS COMMISSION – DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX AGRICULTEURS SINISTRÉS PAR LES ORAGES DE GRÊLE - CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. MARSALA, Mme C. HART, M. C. MEUNIER, M. J. MALEK et M. F. ABERT entrent en séance.
Mme V. PEREZ sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 9 : il s'agit du dispositif de soutien aux agriculteurs sinistrés par les orages de grêle. Nous avons déjà parlé de cette affaire. Nous avons souhaité ensemble positionner une enveloppe de 100 000 euros pour aider ces agriculteurs qui ont subi ces intempéries, avec le regard expert de la Chambre d'Agriculture.

Qui demande à s'exprimer ?

Jean-Pierre GRAND

Sur ce sujet, avec ceux qui nous avaient accompagnés (et vous en faites partie), il va falloir que nous regardions si l'État a vraiment tenu ses engagements. Les collectivités les tiennent, visiblement, mais je crois qu'il y a un petit problème aujourd'hui. Il ne faut pas que l'on mette en accusation (ce n'est pas du tout le sujet), mais je souhaite que quand il y a des placements, et c'est très important pour la démocratie, pour le respect que l'on doit avoir de l'État et le respect que l'État souhaite que l'on ait de lui... à chaque fois qu'il y a des problèmes, nous avons un déferlement de ministres. Cela ne date pas d'aujourd'hui ; c'était vrai hier, ce sera vrai demain, quels que soient les gouvernements. Une fois qu'ils sont partis, cela suit plus ou moins bien. Je pense qu'aujourd'hui, c'est le devoir des parlementaires (et je suis parlementaire) ; je vais exercer mon devoir de contrôle, mes pouvoirs de contrôle, parce que je veux exactement savoir si celles et ceux qui font des promesses devant les caméras et dans des réunions, les tiennent, et surtout dans quel délai ils les tiennent, et à quel montant ils les tiennent. J'ai rencontré un certain nombre de maires à qui, lors de déplacements de très haut niveau, on avait assuré qu'après les inondations, et notamment pour les toutes petites communes, il y aurait une réparation de l'État et qu'ils n'auraient quasiment rien à payer. Je parle des toutes petites communes. En fait, ce n'est pas 80 ou 90 % que l'État leur a données, c'est 20 % ; 80 % restent à la charge des petites communes qui, naturellement ne peuvent pas réparer les dégâts des crues d'il y a quelques mois. C'est un coup de colère, car aujourd'hui, je pense que les Présidents de Métropole ont du poids à cet égard, les Présidents de départements aussi, les Présidents de régions aussi ; les parlementaires ont le devoir d'exercer ce contrôle. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Dudieuzere et Monsieur Pellet.

Pierre DUDIEUZERE

Je soutiens cette aide parce qu'à Vendargues et dans l'Est Montpellier, nous avons été très touchés.

Concernant la grêle, je voudrais préciser que les engagements ont été faits auprès des caves coopérative et pas auprès des particuliers. C'est peut-être là qu'un certain nombre de viticulteurs autour du Pic Saint Loup râlent parce que l'aide a été promise. J'étais autour de la table avec d'autres, notamment avec Jérôme Despey. Tout doit passer par les caves coopératives.

Yvon PELLET

Je participe à ces commissions ; je voudrais dire que la solidarité de la Métropole a été saluée par l'ensemble du monde de l'agriculture, de la viticulture, que ce soit le Pic Saint Loup ou notre métropole. Je pense, Pierre, que sur le surcoût... les aides ont été accordées directement aux vignerons par rapport à l'impact sur le surcoût de la taille. Notre position est saluée par le monde de la viticulture en général. Vous êtes venus sur le terrain, Président ; nous y étions ensemble le lendemain. C'est très bien.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pellet. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Pour aller au-delà du débat concernant l'aléa climatique de cet été qui a causé des dégâts sur plusieurs centaines d'hectares, je crois qu'il y a aujourd'hui une crise structurelle du monde du vin liée à des phénomènes de mondialisation. Certains pourraient en parler mieux que moi ; les caves coopératives sont en grande difficulté, notamment les coopérateurs. Je ne sais pas si la Métropole peut faire quelque chose, mais le monde politique, et ceux qui vont nous gouverner demain devront se pencher sur le sujet de la viticulture et de sa place dans notre économie, de son rôle dans nos paysages, sur l'entretien du territoire. Il faudra à un moment donné que nous, élus ruraux nous arrivions à motiver les élus nationaux, les parlementaires, pour qu'ils défendent un peu mieux nos territoires, la viticulture française et le rôle qu'elle joue sur notre territoire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Raymond. Monsieur Moynier.

Arnaud MOYNIER

Juste un petit mot, Joël ; je ne pense pas que la mondialisation soit la cause de la crise viticole. Je pense savoir de quoi je parle. Ce sont les règles européennes qui ne sont pas pareilles dans tous les pays. On a depuis 1935 un cadastre viticole en France, ce qui impose à tous les viticulteurs de France de déposer un droit de plantation dès qu'ils veulent planter un demi-hectare, ou quoi que ce soit. Malheureusement, cela n'a pas été le cas ces dix dernières années en Espagne et en Italie ; or, nous avons beaucoup de vin qui arrive de ces deux pays, notamment de l'Espagne, ce qui évidemment va faire baisser les cours du vin en vrac puis le cours des vins en bouteille. S'il y a quelque chose à faire pour éviter une nouvelle crise viticole, c'est de faire respecter ces droits de plantation et les remettre de toute urgence. Et nous affichons tout notre soutien aux personnes qui ont été grêlées, évidemment. C'était juste pour te répondre, Joël.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Si personne ne demande la parole, je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le Président

Je vous livre exactement ce qui est écrit sur le site de la Ville, parce que je n'aime pas que l'on raconte n'importe quoi. J'ai donc demandé une copie : « Où et comment charger ou recharger votre carte Oxygène ? À l'agence TaM stationnement, par chèque, CB, espèces, horodateur. Avec la carte Oxygène, vous bénéficiez chaque jour d'une demi-heure de stationnement gratuite en voirie. Pour obtenir le ticket de 30 minutes gratuites, insérez la carte dans l'horodateur, puis validez avec le bouton vert. » On ne vous demande pas d'où vous venez.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, oui, mais c'est une saisie d'écran. Avec vous, il faut être vigilant ; il faut avoir des espions partout dans les services, pour pouvoir répondre. Passons à l'affaire suivante.

AFFAIRE N°10 : HORS COMMISSION – DÉMATÉRIALISATION DU DOSSIER DE CONVOCA- TION AUX SÉANCES DU CONSEIL DE MÉTROPOLE - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur le Président

Affaire 10 : dématérialisation du dossier de convocation aux séances du Conseil de Métropole. On vous propose de dématérialiser, ce qui permet à la Métropole de faire une économie de papiers de 60 000 euros sur l'année. Je pense que personne ne sera contre ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci. Il y a deux écueils sur ce sujet : le premier est le transfert de charges vers les conseillers que nous sommes si nous sommes amenés à imprimer tous les documents qui nous parviennent. Le deuxième est, inversement, un coût supplémentaire pour la Métropole s'il faut nous équiper en portables et en tablettes qui doublonnent notre matériel personnel ou professionnel. En discutant avec Madame Papa et avec Madame Duchier, des solutions se dégagent, et je voulais le dire ; nous sommes 90 ici et nous sommes tous intéressés par le sujet. Il y a des solutions avec des possibilités d'implanter un logiciel Androïd, qu'il faut tester et vérifier, mais qui permettrait que nous puissions avoir les délibérations sur nos tablettes, avec possibilité d'écrire dessus pour préparer nos interventions, noter les choses intéressantes que dit untel ou untel, à commencer par le Président. Deuxièmement, un petit bout de formation pour ceux qui le désirent.

Monsieur le Président

Vous êtes si gentil avec moi, Monsieur Rouilleault, que cela me donne presque envie de revenir au PS.

Monsieur le Président

Ah, Monsieur Petit !

Eric PETIT

Je suis ravi que l'on ait cette dématérialisation des documents. Je pense que ce que demande Monsieur Rouilleault fait partie de fait des produits qui seront livrés. Je voudrais dire que ce qu'il faut modifier sur la délibération n'est pas l'article 2 mais les articles 13 et 31.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : HORS COMMISSION – PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE BAIL- LARGUES - SUPPRESSION DU PASSAGE À NIVEAU 33 - TRANSFERT DES ROUTES DÉPAR- TEMENTALES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC SNCF RÉSEAU - PÉRIMÈTRE ROUTIER - ACQUISITIONS FONCIÈRES - CONTENU DES MISSIONS

Mme V. PEREZ et M. JL. SAVY entrent en séance.

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 11 : pôle d'échanges multimodal de Baillargues-Suppression du passage à niveau 33. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une affaire portant sur la suppression du passage à niveau numéro 33, situé sur la commune de Baillargues, dans le cadre du pôle d'échanges multimodal de Baillargues, qui, vous le savez, est un élément très important dans notre schéma de fonctionnement métropolitain, que nous avons eu l'occasion de rappeler à de nombreuses reprises dans notre travail sur le schéma de cohérence territoriale, et qui est largement utilisé aujourd'hui, et qui permet de rapprocher tout ce secteur de l'Est du centre de Montpellier en 8 minutes.

Aujourd'hui, la région intégrée dans la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la ville de Baillargues, Réseau Ferré de France et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, maintenant Métropole, ont conclu le 25 mars 2013 une convention confiant à RFF, maintenant SNCF réseau, la réalisation des études et travaux nécessaires à la suppression du passage à niveau 33, pour un montant prévisionnel de 8 595 00 euros. Ce lieu de croisement de la ligne Tarascon-Sète et de la départementale 26, qui relie Baillargues à Mauguio est franchi quotidiennement par près de 200 trains et 2 500 véhicules. Il est classé à ce

titre par le ministère de l'Équipement en tant que passage à niveau prioritaire (pour des questions de sécurité, bien entendu).

Cette opération participe à la réalisation du pôle d'échanges multimodal ; la phase 2 concerne la réalisation d'une nouvelle halte routière, qui comprendra 4 quais bus accessibles aux personnes à mobilité réduite, un parking de 161 places, le raccordement de ses aires de stationnement sur le nouveau giratoire réalisé dans le cadre des travaux routiers de suppression du passage à niveau et la réalisation d'un accès piéton sous l'ouvrage pont-rail. Les travaux de réalisation de cette seconde phase devraient s'échelonner sur vingt mois environ et la suppression de ce passage à niveau s'effectue par le passage de la route sous la voie ferrée, au gabarit normal de 4,40 m, et la création d'un pont-rail. Voilà ce que je peux vous dire sur cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, madame Jannin. Qui demande la parole ? Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Juste un petit rajout, pour vous dire qu'il est très important de constater que ce passage à niveau, qui va être supprimé et remplacé par un pont-rail sous tablier, va permettre l'accès direct vers l'étang de l'Or, vers l'aéroport. Nous souhaitons, dans la finalité du lien, faire comprendre qu'il est essentiel d'avoir cette ouverture vers l'aéroport, surtout sur la zone d'activités du Bosc, la zone de liaison. Cela va permettre aussi, comme tu le disais, Stéphanie, la deuxième phase du pôle d'échanges multimodal et de son parking sud, puisque le parking Nord est complètement saturé.

Pour rebondir sur le stationnement, beaucoup de Montpelliérains viennent stationner sur ce parking pour prendre les TER qui les amènent jusqu'à la gare de Nîmes pour partir sur Paris. Un stationnement gratuit permet d'aller jusqu'à Nîmes avec les TER, sachant que le TGV Nîmes-Paris prend là sa pleine vitesse. Sinon, cela vous oblige les Baillarguois ou ceux qui stationnent là, à stationner à la gare Saint-Roch à Montpellier, et repartir sur Nîmes, alors que le TGV ne prend pas sa pleine vitesse. Beaucoup de gens ont compris qu'en venant stationner sur le parking de Baillargues, ils pourraient aller jusqu'à Nîmes en 20 minutes, puis prendre le TGV qui les conduit en trois heures à la gare de Lyon à Paris.

Il y a une optimisation du stationnement qui est évidente dans la suppression de ce passage à niveau, puisque le parking Sud est nécessaire.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Je me félicite, évidemment, de la suppression de ce passage à niveau de Baillargues, le plus dangereux de toute l'Occitanie. Je rappelle à tous que le prochain sur la liste est celui de Castelnaud, qui est en pleine agglomération et va avoir sa dangerosité accrue par les constructions qui se font juste dans le voisinage. C'est un sujet sur lequel la Région et la Métropole devront trouver un terrain d'entente, ainsi qu'avec la SNCF.

Monsieur le Président

Monsieur Grand.

Jean-Pierre GRAND

C'est un sujet dont nous avons longuement parlé quand vous êtes venu à Castelnaud il y a quelques jours ; je vous ai parlé du plan de financement qui était à moitié acté, puisque la SNCF est tout à fait d'accord pour en financer la moitié. Le reste méritera une étude ; comme vous le savez, nous avons programmé et formalisé toutes les emprises. C'est un dossier très avancé, sauf qu'il manque la moitié du financement. Cela coûte 14 millions ; la moitié, cela fait 7, ce qui fait beaucoup d'argent. Peut-être faudra-t-il, Monsieur le Président, que l'on reparle de ce dossier, mais nous avons beaucoup avancé lors de votre venue ; il s'agira certainement de voir dans quelle mesure on ne pourrait pas, soit le mettre dans la revoyure, soit dans une autre étape du plan État-Région. Il s'agit là d'un projet qui concerne la Région, qui a sur ce genre d'ouvrages une responsabilité très précise. De surcroît, elle est très favorable à ce que l'on fasse le point 8, que Madame Delga a dans son programme ; je ne me vois pas en train de lancer le multimodal de Sablassou sans avoir une ligne totalement dégagée, pour de multiples raisons. Deuxièmement, toute l'urbanisation du secteur Sud est tellement importante qu'aujourd'hui je crois que l'on ne peut plus retarder ce dossier. Je souhaitais donc faire le point sur ce dossier qui est avancé, mais stoppé, pour des raisons que chacun peut comprendre. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je voudrais expliquer aussi que la suppression du passage à niveau de Baillargues a été incitée par la participation financière de la ville de Baillargues, qui a mis plus de 700 00 euros pour cette suppression et pour le développement du pôle d'échanges multimodal. Si l'on attend des différentes collectivités qu'elles prennent en charge totalement certains ouvrages, il ne faut pas être trop pressé. Il faut être incitatif dans les tours de table financiers, notamment dans les COPIL ; je vous inviterai tous à venir voir les travaux qui vont être diligentés, notamment en mai 2018, puisque l'ouvrage va être fabriqué à l'extérieur du passage à niveau et va être poussé en saillie sous les rails ; on va *a priori* creuser et enlever la terre qui aura été poussée sous le passage à niveau. Il y aura donc une interruption de tout trafic ferroviaire sur cette ligne de Tarascon, fin mai 2018, entre 24 heures et 36 heures. Cela va être quelque chose de phénoménal à voir ; ce n'est pas tout le temps qu'il y a ce genre d'opérations, où l'on pousse carrément un ouvrage en béton fabriqué à l'extérieur, sous une ligne de chemin de fer. J'invite donc la mairie de Castelnau à regarder si elle peut participer financièrement, comme nous avons pu le faire à Baillargues, sur la suppression du passage à niveau. Je vous remercie.

Jean-Pierre GRAND

Il fait bien comprendre les ordres de grandeur et les priorités, lorsque l'on parle d'un dossier technique, ainsi qu'un certain nombre d'engagements. Je suis très heureux de savoir qu'un très bel ouvrage va se faire à Baillargues ; je conserve les films de l'avenue Georges Frêche et du pont, qui était l'un des plus gros ouvrages de France lancé de façon exceptionnelle il y a maintenant quelques années. Pour le reste, je suis désolé, quand une ville comme Baillargues met 700 000 euros pour financer le passage à niveau, ce n'est pas de la bonne gestion. Ce n'est pas à Baillargues de payer ; ce n'est pas aux contribuables de Baillargues de payer. Et moi, je refuse de payer le truc à 14 millions ; si je fais comme Baillargues, je vais mettre 1,5 million ? Vous plaisantez ! Vous voulez que je vous fasse la liste de tous les passages à niveau qui ont été pris en charge à 100 % dans toutes les communes d'Occitanie ? Et pourquoi Baillargues paierait ? Et pourquoi Castelnau paierait ? Il faut être extrêmement clair : il faut des règles. Je suis désolé, je m'arcboute sur des principes. Et les principes, c'est ce qui nous fait avancer, ce qui nous tient droit, et ce qui montre que les élus sont capables de dire non de temps en temps à des technostructures, fussent-elles plus puissantes que nous. Merci.

Cyril MEUNIER

Je suis d'accord avec toi, Jean-Pierre. Le problème, c'est qu'aucune collectivité, que ce soit le conseil Régional à l'époque, la Région, l'Agglomération, le pays de l'Or et RFF n'étaient d'accord. Il a fallu qu'une petite commune, avec son petit budget, montre l'exemple, d'autant plus que je me suis rendu en pleine nuit ramasser deux jeunes compagnons du devoir qui s'étaient fait écraser par un train parce que ce passage à niveau... Au bout d'un moment, au-delà de tous les accidents qu'il peut y avoir à Baillargues, quand tu ramasses deux jeunes compagnons du devoir en pleine nuit, et que tu t'aperçois que c'est par un manque d'investissement des différentes collectivités (c'est vrai, au nom des Baillarguois j'aurais pu faire des économies)... mais par un principe fondamental de sécurité (surtout quand on développe l'apprentissage et que l'on invite les jeunes à se déplacer) on est en charge d'assurer leur sécurité, même quand ils ne sont pas de Baillargues. Voilà pourquoi la Ville de Baillargues a mis 700 00 euros, même si elle n'avait pas à le faire.

Monsieur le Président

Ne vous battez pas trop entre maires. J'ai l'expérience : chaque fois que deux maires se disputent, c'est moi qui paye à la fin.

Monsieur le Président

Je vous en prie, calmez-vous. Jurisprudence, rue du contrôle, entre Saint Bres et Baillargues. Bon, passons, mais on l'a fait avec plaisir. Je mets aux voix l'affaire 11. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 :FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2017 - ADOPTION

Mme S. KERANGUEVEN, Mme P. MIRALLES, M. D. BOUMAAZ, M. H. DE VERBIZIER et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.

M. J. VERA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 12 : il s'agit du taux d'impositions. La parole est à Max Lévi.

Max LEVITA

Merci Monsieur le Président. Vous l'avez dit en préambule ; nous nous sommes engagés à ne pas toucher aux taux d'imposition, et donc pour la quatrième fois, nous pouvons respecter cet engagement, à l'étonnement de tous. Nous le tenons, et nous le tiendrons. « Nous maintiendrons », disait, je crois Guillaume d'Orange. « Vous maintiendrez », plus exactement.

Le service des finances a reçu les bases hier, je leur rends hommage pour leur rapidité ; vous les avez sur votre table. Les chiffres que nous avons proposés lors du vote du budget, étaient des prévisions. Aujourd'hui, nous pouvons donner les chiffres exacts. La cotisation foncière des entreprises augmente de 3,2 % ; pour la taxe d'habitation, après le folklore de l'année dernière concernant la demi-part des veufs et des veuves qui a introduit une très grande pagaille dans nos statistiques, nous retrouvons un taux d'augmentation de 2 %. Pour la taxe sur le foncier bâti, on a une augmentation de 1,8 % : il s'agit de la notification 2017 par rapport à la notification 2016. Sur le foncier non bâti, on a une augmentation de 4,6 % ; en taxe additionnelle sur le foncier non bâti, on a une augmentation de 5,9 %.

Je ne vais pas vous détailler, mais simplement vous annoncer une bonne nouvelle ; permettez-moi de remercier les services des finances, Madame Beregi, Madame Gandreau, et Monsieur Fina qui a contrôlé, pour l'efficacité de leurs prévisions. À la demande du Président, nous faisons des prévisions plutôt pessimistes pour avoir de bonnes surprises ; là, nous avons une bonne surprise. L'ensemble de la fiscalité nous rapportera 3 millions de plus que ce que nous avons prévu. Ceci étant, mes chers collègues, ne croyez pas que le temps des grandes... soit venu. On a 3 millions de plus ; on passe des 252 millions prévus à 255 millions.

Dernier point : permettez-moi de rendre hommage à notre collègue Jacques Domergue, car je viens de lire son billet dans Le Mag, où il explique pourquoi nous avons voté le budget de la Métropole. Mon cher collègue, permettez-moi de vous remercier publiquement pour votre honnêteté, que je n'ai pas rencontrée à la Ville, mais c'est un autre problème. Nous en parlerons demain. C'est la raison pour laquelle je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Max. Qui demande la parole ? Madame Brissaud et Monsieur Lussert.

Il les faut, les deux heures de plus ! De 4 à 6. Sinon, on ne va pas au fond des dossiers. Il faut que la démocratie s'exerce jusqu'au bout. Moi, j'ai le temps ; je peux rester assis pendant 12 heures. C'est une vieille habitude.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, du fait de l'équilibre budgétaire que nous sommes forcés d'atteindre, je veux bien croire et comprendre que si nous ne baissions pas les dépenses, nous soyons forcés de maintenir les recettes. Mais au risque de me répéter ici, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une simple stagnation, d'autant plus que l'assiette continue d'augmenter. Nous ne voterons pas contre afin de vous encourager au moins à ne pas augmenter le taux d'imposition, mais nous nous abstiendrons afin de vous encourager à réfléchir à baisser le taux d'imposition.

Monsieur le Président

Voilà une position qui me paraît sage, Madame Brissaud. Je vais noter cette intervention, parce qu'elle est pleine de bon sens.

Anne BRISSAUD

La prochaine aussi, peut-être ?

Monsieur le Président

C'est bien, vous ne perdez pas le nord. Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Je souhaite intervenir à propos de la taxe d'habitation qui me paraît être une injustice pour les gens de Prades-le-Lez. Je ne peux pas me résoudre à ne pas défendre ce dossier. Bien que favorable à ce maintien des taux, je m'abstiendrai pour manifester mon mécontentement par rapport à ce point que j'évoque assez régulièrement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Qui demande la parole ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

On voit bien que ces taux sont très différents de ceux de nos communes ; en particulier le foncier bâti, qui n'a pratiquement pas d'importance, alors que la taxe d'habitation a une place très importante. Je suggère, puisque certains candidats sont très intéressés par la taxe d'habitation, que le Président soit particulièrement vigilant sur ce sujet.

Monsieur le Président

C'est-à-dire ? Je n'ai pas compris.

Henri ROUILLEAULT

La taxe d'habitation est un impôt très injuste, nous le savons tous ; d'une part, les réévaluations des bases sont faites rarement, d'autre part, il y a des écarts par rapport au revenu. C'est en tous cas un sujet qu'il faut regarder de très près.

Monsieur le Président

Monsieur Lévit, répondez à Monsieur Rouilleault, s'il vous plait.

Max LEVITA

Monsieur Rouilleault, un candidat a proposé que 80 % des Français ne paye plus la taxe d'habitation ; elle serait remplacée par une compensation versée par l'État. D'une manière générale, les élus sont plutôt contre les principes de compensation, car l'État compense à un certain niveau, à un certain moment, mais il ne suivra pas l'évolution. Ceci étant, on ne peut pas faire un procès d'intention à un candidat ; c'est une promesse électorale, dont nous ne connaissons pas le contenu avec précision.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, et Monsieur Pastor.

Jean-Pierre GRAND

Ce sujet est intéressant, Monsieur le Président. Je vais tout de suite vous dire que je salue cette grande nouveauté qu'est la suppression des impôts (car nous avons été habitués à ce que l'on nous en rajoute). L'idée de supprimer la taxe d'habitation ne me choque pas en soi. En revanche, cela m'interroge sur deux points, et la proposition qu'il faudra que vous fassiez cheminer, Monsieur le Président, et que je ferai cheminer aussi de mon côté, de manière à être bien sûr que cela arrive où cela doit arriver, c'est qu'il y a un principe en démocratie : les élus fixent l'impôt. Il ne faut pas trop tendre à supprimer toutes les possibilités pour les élus de supprimer l'impôt. La deuxième remarque s'inscrit dans l'expérience des collectivités locales : on a pu observer au fil des années, et ces dernières années en particulier (les dix à quinze dernières années), qu'un certain nombre d'impôts et de taxes, que décidaient souverainement les collectivités, était perçu et abondait le budget des collectivités. Cela a été supprimé, et remplacé, comme vient de le dire Max Lévit, par des dotations. Nous connaissons la faiblesse des dotations ; c'est par définition une recette qui n'est pas dynamique, à l'inverse des recettes fiscales. La proposition que je ferai sur ce sujet, et nous la défendrons là où nous aurons à la défendre, c'est que l'on peut en effet supprimer la taxe d'habitation, impôt devenu semi-personnel, à la seule condition pour les collectivités, qu'il y ait chaque année la même évaluation que si l'on envoyait les rôles ; on fait comme si l'on envoyait les rôles, mais la somme n'est pas mise en recouvrement. A cette seule condition, en tant que parlementaire, je voterai cette disposition qui ne me choque pas, si elle est présentée devant le Parlement. La seule chose, c'est qu'il faut une évolution chaque année. Pourquoi ? La ville de Montpellier compte chaque année plus d'habitants, le tissu évolue, et la matière imposable, on le voit dans le document qui nous a été donné, varie à la hausse. Si l'on ne prend pas en compte les variations de la matière imposable, nous perdrons beaucoup d'argent, et il ne faudra pas ensuite se plaindre de ne pas arriver à boucler les budgets. Si le futur gouvernement décide d'aller dans ce sens, il faudra qu'il accepte (et l'on déposera tous les amendements qu'il faudra) qu'il y ait une évaluation (comme aujourd'hui), qui serve de base pour la compensation.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Une précision : d'après ce que j'ai lu ou entend, cela ne concernerait que la part communale de la taxe d'habitation. Mais je fais peut-être une erreur.

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

René REVOL

Comme le disait quelqu'un qui m'est cher, il ne faut pas avoir de pudeur de gazelle. La suppression de la taxe d'habitation, telle qu'elle est proposée aujourd'hui, si j'ai bien lu les textes fournis, est une mesure purement démagogique, qui est à nouveau une façon de refuser de réformer profondément la fiscalité locale. Tous les candidats en parlent avant les élections, puis une fois élus, reportent ça à plus tard. On attend cela depuis les années 1970 ; personne n'a le courage de le faire, pour redéfinir les bases sur lesquelles sont calculées ces taxes et pour les indexer profondément sur le revenu, de manière à ce que cet impôt devienne plus juste. Je vous laisse cheminer derrière chacun de vos candidats, mais moi, je suis pour la révolution fiscale.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Monsieur Moynier.

Arnaud MOYNIER

Je rebondis sur la taxe d'habitation ; j'espère que c'est une plaisanterie. Pendant cinq ans les collectivités territoriales, les maires et les conseils municipaux se sont quand même bien fait taper dessus. Il y a eu deux lois, la loi NOTRe et la loi Maptam, qui ont réussi la contre-performance de créer plus de strates, plus d'administration, et peut-être plus tard plus d'impôt. Je suis d'accord avec René, c'est une réforme profondément démagogique ; les conseillers ne sont pas les payeurs. J'ai envie de dire : les budgets des communes et de la Métropole doivent être montés à l'équilibre. Que l'on nous fasse la démonstration que les services de l'État soient capables de monter les budgets à l'équilibre. On a 2 200 milliards de dettes, 60 milliards de déficit annuel ; je pense que l'on n'a pas de conseils à recevoir ; on s'est fait défoncer pendant cinq ans, les budgets de fonctionnement sont tirés, je ne connais pas un maire qui ne pleure pas. Ceux qui nous donnent des conseils aujourd'hui, qu'ils s'occupent de regarder leur commune, leurs taux d'imposition, et qu'ils nous laissent administrer librement nos communes. Merci, René, je te rejoins.

Monsieur le Président

Moi, je suis pour la liberté. Monsieur Alauzet.

Jean-Marc ALAUZET

Je voulais compléter ce qui a été dit et ce qu'a dit Max Lévit. Je n'ai pas vu le détail de cette proposition. Je m'inquiète pour les communes qui ont été très raisonnables sur leur taxe d'habitation. Je prends le cas de la commune de Fabrègues ; le taux est à 14 %, il est très modeste. Certaines communes sont au double. La compensation favorise les mauvais élèves : on va donner des aides à des communes au double du taux des communes raisonnables. Si on fige la compensation, les mauvais élèves sont récompensés au détriment des bons élèves. Quand nous sommes rentrés dans l'agglomération en 2001, le taux de taxe professionnelle était de 10 % ; il est passé à 20 %, avec un lissage sur cinq ans. J'aurais dû augmenter la taxe professionnelle de 50 % avant d'être intégré au niveau de l'agglomération. Nous ne l'avons pas fait, nous avons eu tort. Je dois voter un budget dans 15 jours dans ma commune. Je me pose la question : pourquoi je n'augmenterai pas les taux dès maintenant, dans l'idée d'avoir une compensation plus importante ? C'est un grand souci. Je pense que Monsieur Grand est dans la vérité ; ce n'est pas l'exonération qu'il faut viser, c'est la refonte des impôts locaux. Il faut surtout revoir les valeurs locatives qui datent des années 1970, et qui ont seulement été indexées par rapport à l'inflation. C'est un gros souci pour les communes qui ont un autofinancement à zéro.

Monsieur le Président

Merci Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Lévit.

Max LEVITA

On vote les taux de la Métropole ; je vous demande de noter que nous ne les touchons pas, ce qui est un exploit. Je vous prie de le souligner. Quoi qu'en dise Madame Brissaud, il n'y a pas une seule métropole en France qui baisse ses impôts. Et nous sommes la seule, avec Paris, à ne pas y avoir touché.

Second point ; il ne faudrait pas qu'ici, cela devienne une tribune Présidentielle pour un candidat. Certes, à l'heure actuelle, tout le monde considère qu'il est élu. Il n'est pas encore élu ; c'est une proposition.

Dernier point, mes chers collègues : comme je suis le plus vieux de cette assemblée... si, si. C'est statistique, ce n'est pas génétique.

Je veux bien que l'on parle de la réforme fiscale. J'en entends parler depuis 50 ans. En 93, le Premier ministre, Monsieur Bérégovoy avait incité à réformer la taxe d'habitation, et toutes les communes avaient beaucoup travaillé. Le problème des modifications des réformes fiscales, c'est qu'il y a des gagnants, mais qu'il y a aussi des perdants. A l'heure actuelle, tout le monde est d'accord sur un point. C'est une discussion

que nous avons eue sur la taxe professionnelle. La taxe professionnelle est un impôt imbécile ; on l'a gardé pendant trente ans. Là, c'est un système complètement injuste, mais si l'on veut corriger, ça va être rude pour les perdants. Aujourd'hui, vous êtes tous dans des commissions communales d'impôt direct, pour essayer de gérer ces bases. Vous savez combien c'est difficile, combien c'est compliqué. Quand on essaie de faire changer des catégories, que l'on essaie de faire passer des habitations de la catégorie 5 à la catégorie 4, la DGFIP nous suit avec une certaine difficulté, parce que les syndic protestent, qu'ils vont devant les tribunaux, et que celui qui paye, c'est l'État. On peut faire des effets de tribune sur des modifications, mais à mon âge, je ne crois plus à la réforme fiscale. Pour le moment, la proposition de ce candidat est assez imprécise. Cela ne nous autorise pas à crier avant que nous n'en connaissions le détail.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un souhaite encore prendre la parole ? Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Six abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (6 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. D. BOUMAAZ. Se sont abstenus : Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, M. A. LARUE, M. J.-M. LUSSERT, M. E. PETIT.

AFFAIRE N°13 : FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES OR- DURES MÉNAGÈRES (TEOM) POUR 2017 – ADOPTION

M. J. VERA entre en séance.

M. D. BOUMAAZ sort de séance.

M. JP. GRAND sort définitivement de séance.

M. P. DUDIEUZERE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. G. BALAZUN.

Monsieur le Président

Affaire numéro 13 : taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Max LEVITA

Dans les 255 millions dont j'ai parlé, figure la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. La base qui nous a été notifiée est à 611 418 722 euros. Notre taux est à 11,25. Je vous propose, mes chers collègues, de ne pas y toucher, pour la quatrième fois. À ce titre, nous aurions une rentrée de 68 784 600 euros. En parlant des propositions des candidats à la Présidentielle, l'un d'entre eux parle de toucher vaguement à la taxe d'habitation. Il y en a un qui propose la suppression de la taxe du versement transport, qui ne représente pour nous que 85 millions. Et il propose la suppression ! Ce qui me met dans une inquiétude que je vous demande de partager, par sympathie pour moi.

Monsieur René REVOL

Dans le même paragraphe, il propose également la suppression de la contribution action logement, c'est-à-dire le 1 % patronal. On fait sauter 25 % des logements sociaux sur la Métropole.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Les Montpelliérains ont pu constater la réduction du nombre de passages des éboueurs. J'aimerais comprendre : comment justifier une baisse du nombre de passages, tout en maintenant cette taxe au même taux ? On diminue le nombre de passages, soit parce que l'on a moins de matière à collecter, soit parce qu'il y a plus de tri effectué par nos concitoyens. Dans les deux cas, Monsieur le Président, les coûts sont réduits. Dans le cas où il y a moins de matière, il y a moins de traitements à réaliser de la part de nos services ; dans le cas où il y a plus de tri, il y a plus de recettes, puisque ce sont les éco-organismes qui financent ce tri, qui s'occupent de la collecte et du traitement. J'aimerais comprendre pourquoi on ne baisse pas cette taxe alors que visiblement le service diminue. Ma deuxième question serait : comment peut-on encourager les habitants de la Métropole à mieux trier et à moins jeter, si, quand ils font des efforts, on ne diminue pas cette taxe pour eux ?

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je vais essayer de répondre rapidement à Madame Brissaud. La taxe d'ordures ménagères concerne le financement, un, de la collecte, vous avez raison. Deux, du traitement, vous avez raison. Trois, des mesures incitatives de tri et de valorisation externe, de pédagogie, vous avez raison aussi. Que s'est-il passé dans notre budget ? Nous n'avons pas limité les actions, nous avons réorganisé les actions. Nous avons demandé sur la poubelle grise, non seulement aux Montpelliérains, mais à l'ensemble des personnes de la Métropole, des autres communes, de passer quasi exclusivement, sur les quartiers de villas, de deux ramassages à la poubelle grise à un. Le gain n'est pas énorme en matière d'argent ; il est juste de pousser les personnes à utiliser plus la poubelle jaune. Je vous le rappelle : cela ne concerne pas le collectif. Sur Montpellier, cela ne concerne qu'une partie limitée de la population.

Par ailleurs, nous avons fait beaucoup plus d'investissements sur le traitement, sur le tri et sur la valorisation. Vous l'avez vu avec les efforts que l'on a pu faire sur Amétyst, en particulier les actions de pédagogie ; la dernière fois, nous avons parlé d'un dossier important sur tout Port-Marianne. Nous avons un dossier qui avait démarré sur La Mantilla ; il va concerner l'ensemble de Port-Marianne en matière d'assistance, de motivation et de mobilisation des habitants.

Le dernier point, qui justifie que nous ne sommes pas en mesure de baisser la TEOM, est que nous investissons lourdement sur Demeter, qui, je le rappelle, est la deuxième usine de tri après celle de Dunkerque. Montpellier a été précurseur il y a quelques décennies. Aujourd'hui, nous allons démultiplier non seulement les capacités en matière de tonnage du tri de Demeter, mais aussi les différents produits que nous allons être en mesure de trier, et donc de revaloriser. Et cela a un coût énorme. La collecte sur la problématique des déchets représente un faible taux des dépenses ; ce qui coûte le plus cher, c'est l'ensemble du traitement, de la valorisation et du respect des normes environnementales.

Voilà pourquoi, et nous en sommes tous désolés, on ne peut pas baisser la TEOM. Les modifications de service (car je n'appelle pas ça des réductions de service) n'ont apporté qu'un gain très limité, sur les quartiers exclusivement pavillonnaires : une collecte au lieu de deux. J'espère avoir répondu à votre question.

Anne BRISSAUD

Sur les quartiers pavillonnaires de Montpellier, mais aussi sur les communes, puisque vous avez rappelé que c'était métropolitain. Le gain n'est peut-être pas très important à Montpellier, mais il doit l'être quand même sur la totalité des communes de la Métropole. D'ailleurs, avez-vous les chiffres ? Vous dites que ce n'est pas important, mais...

Cyril MEUNIER

Je n'ai pas dit que ce n'était pas important ; j'ai répondu à votre interrogation qui disait : nous, les Montpelliérains. Comme je voyais que vous étiez intéressée par les Montpelliérains, je vous répondais sur les Montpelliérains. Sur la Métropole, je vous ai dit en début d'intervention, que cela ne concernait pas seulement Montpellier mais l'ensemble de la Métropole. Sur les villages de la Métropole, le nombre d'habitants qui vivent en pavillon est plus important que sur Montpellier, c'est évident.

Nous pourrions vous transmettre les chiffres, si vous voulez ; il y a un rapport d'activité de la Métropole sur les déchets. Vous y trouverez tout. Je crois que nous avons fait passer celui de l'année dernière. Il n'y a aucun souci ; si vous voulez connaître les proportions, certains membres de votre groupe « Citoyens libres et humanistes », en particulier mon ami Éric Petit, qui est là, viennent à toutes les commissions, et connaissent tout sur le bout des doigts. Il pourra vous renseigner à l'intérieur de votre groupe.

Anne BRISSAUD

Ce n'est pas un manque de connaissance ; la question portait sur la façon d'encourager les habitants de la Métropole à mieux trier et à moins jeter, si on ne le fait pas par une mesure incitative de baisse des coûts.

Cyril MEUNIER

J'ai répondu à plusieurs reprises : on les incite en réduisant le nombre de collectes de la poubelle grise, ce qui veut dire qu'ils remplissent plus la poubelle jaune. Nous avons également mis des tubes pour les biodéchets. Nous faisons de plus en plus de communications, vous l'avez vu sur tous les supports de Métropole, et il y a de plus en plus d'interventions des messagers du tri. Et en étant beaucoup plus performant sur Amétyst : je vous annonce qu'au rythme où nous sommes, nous allons faire cette année 30 000 tonnes de compost. On en faisait 340 tonnes, avant que nous ne prenions les choses en main. Nous sommes en train de réussir notre pari sur Amétyst ; je demande à tout un chacun de bien défendre cet outil intercommunautaire, sur lequel on a fait énormément d'efforts.

Anne BRISSAUD

On peut donc espérer à terme une réduction du coût pour les habitants de la Métropole ; c'est l'objet. Il y a de l'investissement, cette année, d'accord, il y en aura encore un peu après...

Cyril MEUNIER

Non, Madame. Sur un certain nombre de sujets, Madame Brissaud, quand on parle de l'intérêt général et de l'engagement public, on ne parle pas exclusivement de coût, on parle de résultat. L'objectif, c'est de protéger notre planète, ce n'est pas de gagner de l'argent, en réduisant les choses.

Anne BRISSAUD

Avec des taux d'imposition aussi importants dans notre Métropole, on peut aussi se poser la question du revenu disponible de nos concitoyens. C'est une question que je pose ; vous m'avez répondu. Si cela vous satisfait d'utiliser le budget qui a été libéré par la réduction de la collecte, en communication ou en investissement, c'est une réponse. Moi je vous dis qu'à terme, on peut aussi envisager de réduire les coûts pour les Montpelliérains et les habitants de la Métropole.

Cyril MEUNIER

Comme vous avez préconisé de baisser les taux d'impôts. Je suis le seul maire qui a dit qu'il fallait les augmenter sur la Métropole.

Anne BRISSAUD

Et vous êtes socialiste, et moi non.

Cyril MEUNIER

Même si je suis le Président Saurel à chaque discussion, je dis qu'il faudrait augmenter les taux d'imposition sur la Métropole pour soulager un peu les communes qui souffrent énormément, comme l'ont dit mes collègues. La majorité de mes collègues ne me suivent pas sur ce dossier, donc je suis la majorité.

Monsieur le Président

Je crois que le tour est fait. Vous pouvez ajouter le travail que l'on fait sur les déchetteries, et le grand plan de réhabilitation des déchetteries de la Métropole.

Max LEVITA

Des investissements considérables sont devant nous, qu'il va bien falloir devancer. Madame Brissaud a une vision statique. Nous sommes dans une dynamique. Nous sommes dans une Métropole qui se développe ; le nombre d'habitants augmente. De nouvelles lois sortent ; nous sommes bien obligés de les respecter. Nous devons être attentifs à ces investissements considérables qui sont devant nous.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je remercie mon ami Joël qui me l'a soufflé : si nous n'avions pas renégocié le marché d'Amétyst avec Norvège, nous n'aurions pas économisé 15 millions, nous aurions été obligés d'augmenter la TEOM. Ne vous inquiétez pas, dans la stratégie qui est la nôtre et dans la politique que nous conduisons avec Philippe Saurel sur ce domaine, notre objectif est aussi de ne pas faire exploser le coût de la gestion des déchets et de l'environnement. C'est un domaine dans lequel si on ne fait pas attention, ça explose. Merci, Joël, de m'avoir permis de rappeler cela.

Monsieur le Président

Je crois que nous avons épuisé le sujet. Je mets aux voix l'affaire numéro 13 Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Deux abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 2 votes contre).

Ont voté contre : Mme A. BRISSAUD, M. A. LARUE. Se sont abstenus : Mme S. BOUALLAGA, M. E. PETIT.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - PROCÉDURE DE DÉSIGNATION D'UN AMÉNAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'EXAMEN DES PROPOSITIONS – ÉLECTION

M. A. LARUE sort de séance.

M. G. PASTOR sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme MC. PANOS.

Monsieur le Président

Affaire 14 : il s'agit de la zone d'aménagement concerté Cannabe sur la commune de Cournonterral. Il s'agit de voter les membres de la commission. Il y a deux listes ; il faut faire circuler l'urne.

Dans la liste que nous proposons, les membres titulaires sont :

- Stéphanie Jannin,
- Thierry Breysse,
- Régine Hilaire,
- Isabelle Touzard,
- Rabii Youssous.

Les membres suppléants :

- Catherine Dardé,
- Abdi El Kandoussi,
- Joël Raymond,
- Jackie Galabrun- Boulbes,
- Éliane Lloret.

La seconde liste est conduite par un seul membre titulaire, Éric Petit.

La liste que je vous ai indiquée en premier lieu portera le nom de liste numéro 1, la liste de Monsieur Petit, représentée par lui, le titre de numéro 2. Vous votez 1 ou 2.

La Présidente du jury est Chantal Marion. Nous faisons circuler les bulletins. Ceux qui ont des procurations votent pour les procurations.

Je continue.

AFFAIRE 15 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATION N°11 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION - CRÉATION DES PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS « DOMAINE DU CHÂTEAU DE BONNIER DE LA MOSSON » ET « PARCS ET OUVRAGES D'ART DU CHÂTEAU D'O » - ACCORD

Monsieur le Président

Affaire 15 : développement et aménagement durable du territoire. Il s'agit de la modification numéro 11 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Montpellier : Domaine du château de Bonnier de la Mosson, parcs et ouvrages d'arts, qui demandent des précisions. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VENDARGUES - 2ÈME MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC

Monsieur le Président

Affaire 16 : développement et aménagement durable du territoire - Commune de Vendargues. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 17 : commune de Villeneuve-lès-Maguelonne. Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du PLU.

Pas de demande d'interventions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - COMMUNE DE BAILLARGUES - SECTEUR "ROUTE IMPÉRIALE" - CONVENTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS OCEANIS PROMOTION ET EUROPEAN HOMES - CONVENTIONS DE REVERSEMENT AU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE ET À LA COMMUNE DE BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18 : Projet Urbain Partenarial (PUP). Commune de Baillargues. Secteur de la route impériale. Océanis promotion et European Homes.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET ROXIM FINANCE S.A. POUR UNE OPÉRATION SISE 941 RUE PIOCH DE BOUTONNET, COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 19 : Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole, Roxim Finance S.A. pour une opération sise au 941 rue Pioch de Boutonnet.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE TYPE « ANTICIPATION FONCIÈRE » AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON (EPF LR) ET LA COMMUNE DE JUVIGNAC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 20 : politique foncière en faveur du logement social. Convention de type « anticipation foncière » avec l'établissement politique foncier Languedoc Roussillon (EPF LR) et la commune de Juvignac.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET CLINIQUE SAINT JEAN - VENTE DE TERRAIN AU GROUPE CAP SANTÉ - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS

Monsieur le Président

Affaire 21 : projet clinique Saint Jean. Commune de Saint Jean de Védas.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC - RUE DES AIGRETTES À MONTPELLIER - SCI ORTHO LES AIGRETTES

Monsieur le Président

Affaire 22 : autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, rue des Aigrettes à Montpellier. SCI Ortho les Aigrettes.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – AUTORISATION DE SIGNER UN PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA SOCIÉTÉ "F CONSTRUCTION" POUR LA RÉALISATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT EN BORDURE DE LA VOIE PUBLIQUE - RUE DE CENTRAYRARGUES À MONTPELLIER

Monsieur le Président

Affaire 23 : autorisation de signer un protocole d'accord avec la société « F Construction » pour la réalisation d'un mur de soutènement en bordure de la voie publique, rue de Centrayrargues à Montpellier.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION OPENIG - AUTORISATION

M. JP. RICO sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 24 : adhésion à l'association Openig. Autorisation pour 15 000 euros.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHÉSION AU CLUB VILLES, TERRITOIRES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (VITECC) - RENOUVELLEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 25 : adhésion au Club des villes, territoires et changement climatique, pour un montant de 4 200 euros.

Pas de demande d'interventions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR COMÉDIE/LEZ - INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE DE RECONQUÊTE URBAINE ENTRE LA COMÉDIE ET LE LEZ – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 26 : commune de Montpellier ; secteur Comédie/Lez. Instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine. Je vous dis un mot là-dessus : c'est un périmètre d'étude qui part de la place de la Comédie, qui intègre l'ensemble de tous les immeubles d'administration qui sont appelés à muter à l'avenir le long de l'avenue de Montmorency et d'Antigone, et qui intègrent, au-delà du Lez, le périmètre sis autour de l'Hôtel de Région. On ne sait jamais : si un jour, la réforme territoriale décidait de faire des économies et rassemblait les forces sur un lieu au lieu de deux, l'Hôtel de Région serait en vente. Le périmètre passe autour, ainsi nous pourrions dire un mot sur la vente de l'Hôtel de Région, qui sera désormais intégré dans un périmètre d'étude.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 27 : mise en place de la délégation de compétence l'Etat d'attribution des aides à la pierre.

Qui veut des explications auprès du Vice-Président Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNÉE 2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 28 : délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre. Avenants aux conventions signées avec l'Agence Nationale de l'Habitat pour 2017.

Toujours le Vice-Président Noël Ségura. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ORIGAMI », 448 RUE DE LA MADELEINE, ZAC DES GRISETTES LOT 5 E À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29 : Construction de 28 logements sociaux. Résidence Origami, 448 rue de la Madeleine, ZAC des Grisettes.

Ne prennent pas part au vote : Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Savy et moi-même.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE ZELLIGE », ZAC SAINT-ESTÈVE LOT M4 À PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30 : construction de 52 logements sociaux. Résidence le Zellige, ZAC Saint Estève à Pignan. Madame Barthas ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 43 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC ROQUE FRAÏSSE, TRANCHE 2, LOT 14, À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 31 : construction de 43 logements sociaux. ZAC Roque Fraisse, à Saint Jean de Védas.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 105 LOGEMENTS SOCIAUX À LATTES ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32 : construction de 105 logements sociaux à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelonne. Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°33 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES LOGES D'ARIANE », AVENUE DE L'AGAU À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33 : construction de 10 logements sociaux. Résidence « Les loges d'Ariane », avenue de l'Agau à Lattes. Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 33 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « PARC DE L'ÉLYSÉE » 2ÈME TRANCHE, 700 ROUTE DE NÎMES À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34 : construction de 33 logements sociaux. Parc de l'Élysée. Deuxième tranche à Castelnau-le-Lez. Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES VIGNES DE L'ÉCLUSE » - 964 AVENUE DU PONT TRINQUAT À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35 : construction de 9 logements sociaux. Résidence « Les vignes de l'Écluse ». 964 avenue du Pont Trinquat à Montpellier. Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES BAINS », CHEMIN DE L'ORT À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36 : construction de 27 logements sociaux. Résidence « Les Bains ». Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter ? Je demande à Mademoiselle Bodkin et Monsieur Abert de bien vouloir jouer le rôle de scrutateur et de procéder au dépouillement.

AFFAIRE N°37 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2018"- ATTRIBUTION DE SUBVENTION À UN PARTICULIER - DÉLIBÉRATION N° 13918 DU 30 JUIN 2016 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Affaire 37 : rénover pour un habitat durable et solidaire. Attribution de subventions à un particulier. Délibération numéro 13918 du 30 juin 2016 – Modification.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : LOGEMENT – INTERVENTION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVÉ - RÈGLEMENT ATTRIBUTIF DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 38 : intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de l'habitat privé.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À MONTPELLIER SUPAGRO POUR LE PROJET PLAT'EAUX - HALLES HYDRAULIQUES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39 : il s'agit de la subvention que nous versons dans le cadre du CPER et de l'enseignement supérieur, dont nous nous sommes dotés de la compétence lors du passage en Métropole. C'est une subvention de 150 000 euros attribuée à Montpellier Sup Agro pour le projet Plat'eaux- Halles Hydrauliques

Madame Marion ne prend pas part au vote. Qui demande la parole. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°40 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER POUR LE PROJET SUD @LTERNANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40 : il s'agit d'une subvention à l'université de Montpellier pour le projet Sud@lternance, pour 80 000 euros.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'IRSTEA POUR LE PROJET VIGNE ET VIN LR - DRIADES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41 : toujours le CPER, pour un montant de 200 000 euros.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) - RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 42 : association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA). C'est une cotisation de 6 820 euros. Ne prennent pas part au vote : Madame Kerangueven et Monsieur Raymond.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°43 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JP. RICO entre en séance. Mme M. CASSAR et M. JL. SAVY sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 43 : soutien aux manifestations. Attribution de subventions à hauteur de 15 000 euros.

Qui veut des explications particulières auprès de la Vice-Présidente Chantal Marion ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : HORS COMMISSION – DOTATION DE POLITIQUE DE LA VILLE 2017 - CONVENTION CADRE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44 : politique de la ville 2017. Convention cadre d'attribution de subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier. Qui demande à Catherine Dardé, Vice-Présidente, des informations complémentaires ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : COHÉSION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION DES MOYENS DE FONCTIONNEMENT AUX CONSEILS CITOYENS - APPROBATION

M. Y. PELLET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 45 : contrat de ville. Attribution des moyens de fonctionnement aux conseils citoyens, à hauteur de 39 500 euros. Je rappelle que la ville de Montpellier est une des seules villes à avoir tiré au sort tous les membres de ses conseils citoyens et de ses conseils de quartier.

Henri ROUILLEAULT

Quelle est la position entre les conseils de quartier et les conseils sur des périmètres plus restreints ?

Monsieur le Président

Les conseils de quartier sont sur les quartiers ; il y en a six. Les conseils citoyens sont inscrits dans le périmètre des 12 quartiers politique de la ville. Ce sont deux dispositions différentes. C'est une superposition de périmètres, j'en conviens, mais plus de démocratie ne nuit pas.

Henri ROUILLEAULT

J'avais vu que dans les conseils de quartier on s'occupait de la politique de la ville. Il y a un emboîtement ?

Monsieur le Président

Ceux qui sont dans le cadre de la politique de la ville sont les conseils citoyens. Et ensuite, on a les conseils de quartiers. Mais tous ont été tirés au sort, avec un pourcentage d'associations et de socio-professionnels qui ont été ajoutés. Dans l'échantillon choisi devant huissier, devant tous les membres majorité-opposition de la ville, nous avons intégré un quota de jeunes, pour que toutes les générations soient intégrées.

Oui, Madame Bouallaga ?

Sabria BOUALLAGA

Ces conseils citoyens sont-ils associés dans les comités de pilotage ?

Monsieur le Président

Les comités de pilotage des contrats ville, oui.

Sabria BOUALLAGA

Je ne parle pas des réunions que vous avez faites.

Monsieur le Président

Non, non. Ils siègent ici même. C'est Catherine Dardé ou moi-même qui présidons ces assemblées.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : COHÉSION SOCIALE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION VILLES ET TERRITOIRES LANGUEDOC-ROUSSILLON - CENTRE RESSOURCE RÉGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE - ANNÉE 2017 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 46 : adhésion à l'association villes et territoires Languedoc-Roussillon. Centre ressource régional politique de la ville et cohésion sociale. Ne prennent pas part au vote : Madame Dardé et Madame Jannin. Le montant est de 8 000 euros.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°47 : COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE - BGE MONTPELLIER - CONVENTION LOCALE CITÉS LAB, LE RÉSEAU D'AMORÇAGE DE PROJETS - CONVENTION CADRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47 : association pour l'emploi et le développement de l'entreprise. BGE Montpellier. Convention locale CitésLab, le réseau d'amorçage de projets. Convention cadre. Qui demande des explications à Catherine Dardé ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION INFORMATIQUE PLUS - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE - TRI ET RÉPARATION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE OBSOLÈTE - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 48 : association informatique plus. Chantier d'insertion et d'utilité sociale. Tri et réparation de matériel informatique, pour une valeur de 15 000 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION PASSERELLES INSERTION - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE "MÉCANIQUE ET AIDE À LA MOBILITÉ" - RÉPARATION DE VÉHICULES - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49 : association passerelles insertion. Chantier d'insertion et d'utilité sociale « Mécanique et aide à la mobilité ». Réparation de véhicules, pour une valeur de 15 000 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : FINANCES – BUDGET ANNEXE TRANSPORT - SUBVENTION DU BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION

[M. JM. DI RUGGIERO](#) et [M. N. SEGURA](#) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 50 : budget annexe transport. Subvention du budget principal. Approbation. Max Lévitá.

Max LEVITA

Je vous rappelle, mes chers collègues, que le Code général des collectivités territoriales prévoit que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. Toutefois, l'assemblée délibérante peut prendre en charge dans le budget propre de l'entité des dépenses au titre de ces services publics, dans des cas spécifiques. C'est bien le cas en ce qui concerne notre demande, vis-à-vis de la société qui assure le service de transport pour notre compte. Nous lui demandons : un, une politique tarifaire attractive, deux, nous lui imposons des contraintes particulières de service, trois, le programme d'investissement proposé est particulièrement ample, quatre, les investissements portés par la Métropole visent également à favoriser l'inter-modalité.

Dans le texte que vous avez sous les yeux, on vous rappelle les dépenses et les recettes que nous avons adoptées lors du débat sur le budget primitif en février 2017. Au total, le budget annexe transport fait apparaître un besoin de financement de la section de fonctionnement d'un montant de 21,5 millions. C'est ce que je vous propose d'inscrire au titre de l'exercice 2017, étant bien entendu que ce montant sera réajusté en fonction des réalisations de l'année 2017. Il sera donc versé en fin d'exercice comptable.

Monsieur le Président

21 millions. Qui demande la parole ? Concernant la ligne, dont j'ai évoqué la partie Nord tout à l'heure, je vous informe que nous débiterons les réunions de concertation sur la partie Ouest à la fin de l'année, pour la modification de DUP sur le parc Montcalm.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS SPORTS - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 51 : affectation des subventions sports. Qui veut des explications auprès de Max Lévi, qui va présenter l'affaire ?

Max LEVITA

J'ai une explication à apporter auprès de Monsieur Rouilleault, qui a demandé cette précision, et j'étais incapable de lui répondre lors de la commission, si l'on fait la comparaison. Nous avons une association le FISE, qui, dans le budget précédent, était considérée comme une subvention, et qui, dans ce budget, sera considérée comme une prestation. J'ai donc deux statistiques à vous donner : soit je retraits le FISE et dans ce cas, l'évolution de BP à BP est de + 2,52 %, soit je n'intègre plus le FISE, et la variation est de -0,27 %.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu(e) : M. E. PETIT.

AFFAIRE N°52 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – PROJET POP-UP CYCLING, MICRO-ARCHITECTURE MOBILE - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL À DÉCHETS AUPRÈS DES ENTREPRISES LOCALES - DEMANDE DE SUBVENTIONS

Mme M. CASSAR, M. Y. PELLET et M. JM. DI RUGGIERO entrent en séance.

Mme V. DEMON et M. E. PASTOR sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 52 : projet pop-up cycling, micro-architecture mobile. Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

C'est un petit dossier sympa.

Monsieur le Président

Écoutez bien, car c'est un très joli dossier.

Isabelle GUIRAUD

Que tous les maires écoutent bien. Je vais vous lire à peu près la délibération in extenso, parce qu'elle est bien rédigée.

Afin de répondre à un besoin de répartition des bureaux d'information touristique sur le territoire de la Métropole, il est proposé de développer un projet de micro-architecture mobile pliante et auto-suffisante. Ce projet, dénommé Pop-Up Cycling, en référence au recyclage de déchets de chantier utilisés pour la construction, une sorte de micro-architecture, pourrait également être déployé sur le territoire pour toute manifestation extérieure temporaire.

Ce projet d'économie circulaire, par l'intégration de matériaux de chantiers recyclés, et la conception de l'ossature primaire par des éco-constructeurs, pourrait faire l'objet d'un appel à déchets valorisant ce dernier. Il pourrait être élargi à de la co-construction, en partenariat avec les services techniques des communes membres (c'est pour cela que je demande à mes collègues d'être un peu attentifs) pour la réalisation des travaux de second œuvre. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan climat 2013-2018, adopté en conseil du 6 février 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a décliné sous 8 axes stratégiques un plan de 29 actions ; ce projet s'inscrit parfaitement dans l'action 10.7 : développer les filières de l'écoconstruction, les filières renouvelables et de la rénovation. Une demande de subvention auprès de l'ADEME et de la région Occitanie, dans le cadre de l'appel à projet économie circulaire, permettrait de subventionner à hauteur de 80 % les études et les travaux, dont le montant hors taxes est estimé à 48 000 euros.

C'est un projet extrêmement séduisant. Je remercie les services d'avoir travaillé sur ces éléments, et je demande à mes collègues de s'investir dans ce qui est proposé ce soir. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – DÉVELOPPEMENT RÉSEAU COMMERCIAL - QUARTIER ODYSSEUM - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53 : développement réseau commercial ; Quartier Odysseum. Avenant numéro 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public. Autorisation. Qui demande des explications particulières auprès de la Vice-Présidente, Isabelle Guiraud ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS SOCIALES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. DEMON, M. E. PASTOR et M. N. SEGURA entrent en séance.

Mme I. GUIRAUD et M. L. JAOUL sortent de séance.

Monsieur le Président

Ressources humaines, 54, Montpellier Méditerranée Métropole. Ville de Montpellier. Création d'un service commun de pôle ressources humaines et relations sociales. Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

On continue la mutualisation ; c'est au niveau d'un service où deux directions RH (ville et Métropole) fusionnent. Les deux délibérations se suivent ; la 54 vous présente la théorie, la 55 la réalisation. Près d'une centaine de postes sont transférés de la Ville vers la Métropole. Je pense que la mutualisation marche bien. Pour mémoire, il y a eu le 7 mars au Crès une réunion des responsables et des services RH ; nous étions près de 150, venant de toutes les communes. Merci d'avoir participé.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Bonnal. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

J'ai une question, soit à vous, soit à Pierre Bonnal : il y a une répartition 65 % pour la Ville, 35 % pour la Métropole. Est-ce que cela correspond aux effectifs respectifs des deux institutions ?

Pierre BONNAL

Oui.

Monsieur le Président

Les comités techniques ont voté favorablement, à la Ville et à la Métropole ; la réforme prendra effet le 1^{er} mai.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vous donne les résultats du vote de l'affaire 14. Liste 1 : 77 voix. Liste 2 : 5 voix. Blancs : 3 voix. Nul : 1 voix. A la plus forte moyenne : 10 sièges pour la liste 1, 0 pour la liste 2. La liste 1 est élue.

Applaudissements.

Eric PETIT

Je tiens à remercier les cinq personnes qui ont voté pour moi ; quatre, en fait, puisque j'ai voté pour moi. L'idée n'était pas de faire voter dans une urne. En commission développement économique, j'ai exprimé le désir de pouvoir participer à cette commission, car le projet Cannabe est un excellent projet, qui permet d'aller dans le sens de ces mobilités et de fixer sur le territoire un certain nombre de personnes, notamment, en agriculture. Je rejoins donc Madame Touzard. L'idée de cette liste est de dire qu'ayant demandé à faire partie d'une liste officielle, et n'ayant pu y accéder, la seule chose qui me restait à faire était de me présenter tout seul. Je continue donc à remercier les quatre personnes qui m'ont suivi. Je profite d'avoir le micro pour dire qu'à propos des subventions sport, il y avait à la dernière commission un petit souci sur une ligne concernant l'ENSAM : une attribution de 10 000 euros devait être revue et revotée en commission, à cette séance.

Monsieur le Président

Cela fait partie des subventions, ou c'est à la séance prochaine ?

Eric PETIT

On ne savait pas ce que voulait dire exactement ENSAM. On ne le sait toujours pas.

Monsieur le Président

Ce n'est pas dans la liste. Ce sera à une prochaine commission. Vous pouvez, Monsieur Petit, participer à la commission sur Cannabe. Vous avez le droit, en tant qu'élu de la Métropole de participer à toutes les commissions.

Eric PETIT

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

À la commission économique.

Eric PETIT

Comme l'a déjà dit Chantal, je suis à toutes les commissions économiques ; ce n'est pas le problème.

AFFAIRE N°55 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Affaire 55 : mise en œuvre de l'affaire 54. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : RESSOURCES HUMAINES – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE LA PERSONNE QUALIFIÉE DÉSIGNÉE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HÉRAULT (CDG34) POUR PARTICIPER AUX JURYS DE SÉLECTION PROFESSIONNELLE

Monsieur le Président

Affaire 56 : toujours Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

Nous sommes toujours dans le cadre de la résorption. Ce n'est pas un emploi précaire ; ces gens sont en CDI la plupart du temps. Ils sont titularisés au fur et à mesure. Nous travaillons obligatoirement avec le centre de gestion. Ce sont des personnes du centre de gestion qui Président les jurys. Naturellement, il faut verser une indemnité à ces personnes, à un tarif fixé par le centre de gestion.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Bonnal. Qui veut des explications particulières ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – APPEL À PROJET DE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE "SOLUTION INTÉGRÉES DE MOBILITÉS GAZ NATUREL VÉHICULE" - PARTENARIAT AVEC LE PORTEUR DE PROJET SEVEN

Mme I. GUIRAUD entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 57 : appel à projet de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie « solution intégrée de mobilités gaz naturel véhicule ». Madame Lloret.

Éliane LLORET

Monsieur le Président, chers collègues. Le Plan climat adopté par la Métropole en février 2014 faisait apparaître dans son diagnostic le secteur des transports comme étant le premier en termes d'émission de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la loi de transition énergétique pour la croissance verte incite également les collectivités et les groupements à développer des transports propres pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé. Cet engagement est pris dans le Plan de Protection de l'Atmosphère (le PPA), approuvé le 20 octobre 2014, ainsi que dans le Plan d'action ville respirable en cinq ans. Vous le savez sans doute, en matière de mobilité durable, la Métropole développe et modernise l'offre de transport public. Elle a particulièrement supprimé les bus roulant au gasoil, en les remplaçant par des bus qui roulent au GNV (gaz naturel véhicule). Par ailleurs, pour les besoins propres de ses services, et dans le but de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le renouvellement des véhicules légers privilégie les véhicules économes en carburant ou les véhicules électriques. Parmi ces services, on retrouve la régie de collecte des déchets qui dispose d'un parc de bennes important, gros consommateur de carburants, dont le programme ambitieux de renouvellement de la flotte prévoit l'acquisition de 5 véhicules neufs en 2017. Il s'agit là d'une opportunité pour réduire considérablement les émissions de gaz, en optant pour le gaz naturel véhicule, comme cela a été le cas pour les bus. Cette décision permettra d'améliorer la qualité de l'air avec une réduction très importante des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote, de limiter les émissions de gaz à effet de serre, notamment en envisageant l'injection de biogaz dans le réseau public de distribution de gaz, de réduire considérablement le bruit de la collecte, pour le confort des habitants. Un appel à projets a été lancé il y a quelques mois pour le déploiement des stations et de véhicules au GNV. Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre d'un programme d'investissements d'avenir, et a pour objectif de faire émerger des offres innovantes de mobilité GNV, et de permettre à des groupements d'acteurs, tels que les transporteurs, les énergéticiens ou les logisticiens, de déployer simultanément sur des territoires des stations GNV et des flottes de véhicules s'y avitaillant, avec une aide financière portant sur la création de stations et l'acquisition de véhicules au GNV. La société SEVEN, composée de GRDF, Véolia, Enercop, Energie partagée, Iveco, l'INRA et Evergaz, répondra à cet appel à projet sur le territoire de la Région Occitanie, avec l'implantation d'une station GNV prévue sur le territoire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir émettre un avis favorable à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à cet appel à projet de l'ADEME et autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci Madame Lloret. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET MODIFICATION DES MONTANTS DE PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION POUR LA COMÉDIE DU LIVRE 2017

Monsieur le Président

Affaire 58 : pour 11 000 euros. Qui demande des explications auprès du rapporteur Bernard Travier ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES - ADHÉSION À DES RÉSEAUX PROFESSIONNELS - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 59 : Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES - ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 60 : Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ÉDITIONS DOMENS RELATIVE À LA RÉÉDITION D'ŒUVRES DE GASTON BAISETTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. JL. SAVY entre en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire 61 : convention de partenariat avec les éditions Domens relative à la réédition des œuvres de Gaston Baisette. Contre ? Abstentions ? Adoptée

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : CULTURE – DISPOSITIF DEMOS - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. L. JAOUL entre en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaires 62 et 63 : il s'agit du projet Démos. Bernard Travier, vous avez le temps pour expliquer tout cela. C'est un projet formidable proposé par l'État et la Philharmonie de Paris, pour les enfants des quartiers politique de la ville, mais aussi des autres quartiers. C'est pour l'apprentissage à l'instrument et à la musique, et cela correspond à tout le travail qu'a fait Bernard Travier sur l'enseignement de la musique dans les 31 communes, à partir des antennes du Conservatoire, en reliant les écoles de musique, et avec un dispositif à conquérir pour les dispositifs associatifs existant sur le territoire, sur lesquels les maires nous ont demandé de réfléchir. Mais je ne défile pas plus le sujet.

Bernard TRAVIER

Le projet Démos est en très bonne voie et devrait bientôt aboutir. Ce projet consiste à faciliter l'accès à l'enseignement musical des enfants des quartiers politique de la ville.

Ce projet, porté par la Philharmonie de Paris, est financé par l'État et par divers intervenants, dont je rappellerai les contributions. Ce qui est spécifique à ce projet est le point de départ ; les gens qui l'ont monté ont considéré qu'il fallait que ces enfants puissent accéder librement à la culture musicale et à la pratique, mais que si l'on utilisait toujours les mêmes méthodes, on avait peu de chance d'y parvenir. La méthode consiste à apprendre la musique à partir de la pratique instrumentale et non du solfège, qui parfois décourage les élèves. Monsieur le maire et moi sommes bien placés pour savoir ce que cela représentait lorsque nous sommes entrés au Conservatoire. C'est toutefois indispensable.

Nous avons créé sept groupes de quinze enfants ; cinq groupes sont répartis sur la ville de Montpellier, deux sur le territoire de la Métropole à partir des antennes du Conservatoire situées à Castries et à Cournonterral. Il est précisé que les maires de ces deux communes ont immédiatement proposé l'ouverture de l'antenne et du programme aux enfants des autres communes qui sont réparties autour d'eux. Tout cela fonctionne très bien, d'après les retours que j'ai eus : la demande est supérieure à l'offre.

Le système fonctionnera de la manière suivante : quatre heures de cours particuliers par semaine, soit en temps périscolaire, soit hors temps périscolaire. Les instruments sont achetés par la Philharmonie de Paris, dans le cadre d'un marché public, et prêtés aux enfants, de façon à ce que l'acquisition d'un instrument ne soit pas dissuasive pour accéder au programme. L'encadrement est effectué par deux musiciens pour chaque groupe. Ce sera à chaque fois un professeur et un musicien d'orchestre, de façon à équilibrer la méthode d'enseignement de chacun d'eux.

Bien évidemment, ce travail ne pouvait se faire qu'avec l'aide de nombreux partenaires : l'État, à travers la Philharmonie de Paris, la Métropole, le Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier, dont je veux rappeler l'engagement immédiat de son directeur, son soutien permanent dans cette opération et l'aide logistique qu'il nous apporte en plus de la subvention, les maires des deux communes que j'ai citées, et les maires des autres communes (je pense notamment à la commune de Sussargues, et il y en a d'autres), le CCAS de Montpellier, qui a joué un rôle clé. D'ailleurs, je veux remercier Annie Yague et son directeur Monsieur Belhandouz, car nous avons eu des problèmes pour le recrutement des référents sociaux ; le CCAS est arrivé à point et nous a énormément aidés en permettant la réalisation d'opérations bloquées, l'Orchestre et l'Opéra, et le Conservatoire à rayonnement régional.

Le budget de cette opération est de 262 000 euros par an. Je vous demande de regarder soigneusement la présentation qui a été faite par les services financiers, mais qui n'est pas la mienne. Je pense que pédagogiquement, il faut être plus clair. La Philharmonie de Paris donne 44 600 euros ; elle donne également 117 400 euros. La Métropole donne 70 000 euros. La CAF donne 30 000 euros. Ce total de 262 000 euros correspond au chiffre indiqué dans la délibération. Les services financiers ont dû adopter une présentation que je comprends, mais que j'ai reprise dans mon explication pour que ce soit beaucoup plus clair. Vous voyez apparaître une ligne au terme de laquelle il semble que nous ne donnions plus 70 000 euros ; cet argent est en fait remboursé par la Philharmonie. Je suis très clair sur ce point : l'investissement de la Métropole est de 70 000 euros, la CAF 30 000 euros, le reste est versé par la Philharmonie de Paris et les instruments sont fournis.

Par ailleurs, certaines mises à disposition ne sont pas valorisées ; je remercie les maires des communes et la commune de Montpellier pour les mises à dispositions qu'ils effectuent. Voilà les explications que je vous devais. Je peux répondre à vos questions.

Pour Montpellier, je souhaite préciser que les quartiers retenus sont : les Hauts de Massane (Maison pour tous Georges Brassens), Val de Croze, Celleneuve (Maison Marie Curie), Prés d'Arènes (Médiathèque Garcia Lorca), la Paillade (la CAF met à disposition son centre social et les éducateurs qui le font fonctionner).

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Qui demande la parole ? C'est un magnifique projet. Madame Yague.

Annie YAGUE

Je ne vais pas me passer de l'occasion de parler de ce projet, parce que c'est vraiment un projet magnifique qui allie pour une fois la volonté de faire du travail social et une réalité de terrain. Il faut savoir que les jeunes qui sont dans ces quartiers ont certainement une appétence pour la musique, mais n'ont pas la possibilité financière. Parfois, les parents ne peuvent pas les accompagner pour apprendre un instrument.

Au CCAS de Montpellier, l'équipe sociale a vraiment été emballée par ce projet et s'est engagée à fond. Nous avons fait un appel à candidatures auprès de nos travailleurs sociaux ; nous avons eu 9 candidatures, alors qu'il nous en fallait 4. C'est un vrai engagement pour eux ; cela dynamise leur travail du quotidien. Ils se sont également engagés à apprendre un instrument de musique en même temps que les enfants, pour 'subir' cet apprentissage et pouvoir les encourager. Ils se sont aussi engagés à accompagner les parents pour que les parents comprennent la nécessité d'aller à ses cours de manière régulière, mais aussi tout ce que cela peut apporter à ces enfants, à leur famille, et à la fratrie.

Je suis très contente que la Métropole décide d'engager des finances pour soutenir ce projet, que je trouve magnifique, je le répète.

Monsieur le Président

Merci, Madame Yague. Monsieur Castre.

Gérard CASTRE

Je voudrais ajouter à l'intention de mon ami Bernard Travier que les Maisons pour tous participent également à cette opération, et que nous avons déjà fait quelques opérations ensemble. Nous travaillons main dans la main et nous sommes fiers de faire entrer, dans les Maisons pour tous, toute une population qui n'aurait pu le faire sans cette aide.

Bernard TRAVIER

Excuse-moi, Gérard ; tu as parfaitement raison. Les Maisons pour tous ont été avec nous dès le premier jour.

Monsieur le Président

Qui veut parler ? Je mets aux voix le projet Démos. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : CULTURE – DISPOSITIF DEMOS - CONVENTION D'OBJECTIF ET DE FINANCEMENT 2017 AVEC LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63 : Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS SPÉCIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. A. LARUE entre en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire 64 : attribution de subvention. Fonds spécial Sport, à hauteur de 3 500 euros. Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE MONTPELLIER - AMÉNAGEMENT DU BARRAGE DU LAC DES GARRIGUES - DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

[M. J.L. MEISSONNIER sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire 65 : Commune de Montpellier. Aménagement du barrage du lac des Garrigues. Affaire importante, qui est un engagement que nous avons pris avec les habitants du quartier Mosson, quartier politique de la Ville, dans le cadre du dossier ANRU. Madame Galabrun-Boulbès, Vice-Présidente.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Tout à fait. Un petit retour en arrière : le lac des Garrigues est situé au cœur du quartier des hautes de Massane, en bordure de la Mosson. Appartenant à la ville de Montpellier, il constitue, avec le boisement naturel de 9 hectares qui l'encadre, un lieu de loisirs et de promenade pour les habitants du quartier. Cette retenue d'eau a été créée grâce à la construction d'un barrage en 1896, et rehaussée en 1968. Ce barrage présente une hauteur maximale de 13 mètres, pour une longueur en crête de 85 mètres. Suite au dernier arrêté préfectoral, il a fallu revoir la réhabilitation et le redimensionnement de l'évacuateur de crues, et la réfection de la vidange de fond, afin de mettre ces ouvrages en conformité avec la réhabilitation en vigueur.

Ce projet a été un peu long à monter. Nous l'avons présenté trois fois en commission. Nous nous sommes engagés à faire des travaux qui soient le moins impactant possible pour que l'enquête publique se déroule dans les meilleures conditions.

Monsieur le Président

Merci. Qui demande la parole ? Sur le lac des Garrigues, notre souhait est de réinstaller la trame verte qui a souffert, remettre le lac en eau avec les installations hydrauliques, qu'il faut recommencer. Nous avons mis 1 million d'euros au budget de la Ville. Ensuite, il s'agit de repositionner la base nautique, pour l'apprentissage des enfants sur le lac, qui a été arrêté il y a une dizaine d'années.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - AVANT PROJET - DÉCLARATION PRÉFECTORALE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 66 : construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier. Avant-projet, pour un montant de 2 millions d'euros. René Revol.

René REVOL

C'est le top départ de cette station d'épuration de Murviel, qui ne répond pas seulement à un objectif quantitatif, en passant de 1 500 équivalents habitants à 3 000, mais aussi à un objectif qualitatif, puisque l'on est face à un lagunage et que nous mettons au point des dispositifs non conventionnels, qui visent à traiter les problématiques du phosphore et de l'azote par des plantations de roseaux et de différents massifs. On obtiendra ainsi une amélioration de la qualité du traitement des eaux qui sont ensuite rejetées dans le cours d'eau dont j'ai oublié le nom. Isabelle. C'est ça. C'est un affluent de la Mosson. Je souligne le fait que les services de la Métropole ont travaillé de manière étroite avec la commune sur ce dossier. Nous aurons l'occasion d'y revenir, mais ce sont là les autorisations de la loi sur l'eau et le top départ de cette station non conventionnelle qui, comme vous le savez, va être utilisée par ailleurs de façon expérimentale. Nous l'avons fait dans une autre délibération, par des instituts de recherche, à la fois pour étudier les éléments et en même temps pour mettre au point un système d'irrigation à partir du traitement des eaux usées auprès d'un viticulteur. C'est une station qui se développe et ce projet est fort intéressant.

Monsieur le Président

Merci. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION DE RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DE LA COMMUNE DE SAINT-AUNÈS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67 : convention de raccordement à la station d'épuration Maera de la commune de Saint-Aunès. René Revol.

René REVOL

Dans la rubrique « La guerre est finie », il y a une autre délibération. Ce n'est pas la suivante, c'est la 69, qui concerne l'eau potable, pour Saint-Aunès également.

Comme vous le savez, Saint-Aunès, avec Teyran et Assas, faisaient partie du syndicat du Salaison, avec Vendargues, le Cres et Jacou, si je me souviens bien. Ce syndicat a été dissous. Les trois communes, membres de la Métropole sont passées pour l'eau potable sous le régime de la Régie, et pour ce qui est de l'assainissement, elles font partie de la DSP mise en place. Nous avons dû négocier la question avec les communes de Teyran et d'Assas la veille du transfert de leurs compétences assainissement sur le pic Saint Loup, le 1^{er} janvier. Et là, nous négocions pour la commune de Saint-Aunès avec l'étang de l'Or pour l'assainissement comme pour l'eau potable.

Il s'agit de la régularisation de ce dossier suite au passage de la nouvelle DSP, que nous avons fait en 2014 sur l'usine Maera, et qui vise à faire que le coût payé par les usagers sur ce territoire, soit baissé et reversé sur la commune, qui a besoin de faire des investissements importants en termes d'assainissement. Tous ceux qui sont passés sur le pont du Salaison en venant de Saint-Aunès ont pu vérifier que les odeurs ne sont pas excellentes, et que le poste de refoulement n'est pas de très bonne qualité. Il y a donc un investissement majeur à faire sur ce sujet. Avec cette délibération, nous faisons comme ce que nous avons fait sur Teyran et Assas, et nous les aidons à investir par eux-mêmes avant d'aller plus loin. Je me félicite que nous ayons pu aboutir à un accord sur ce sujet.

Je peux présenter en même temps l'affaire 69, si vous voulez. Elle concerne également Saint-Aunès. Cette fois, on ne récupère pas leurs effluents, on leur vend de l'eau potable, pour l'équivalent de 250 000 m3 par an. Il s'agissait effectivement de trouver un prix qui soit juste ; or, les prix proposés autrefois étaient beaucoup trop élevés à notre goût et bloquaient la situation. Nous nous sommes inspirés de la méthode que nous avons utilisée avec le Pic Saint Loup, et nous avons abouti à un prix d'équilibre qui intègre les amortissements de toutes les planifications d'investissements, de 0,15 cts. J'espère, Monsieur le Président, que nous aurons l'occasion de signer avec Monsieur Rossignol et Madame la Maire de Saint-Aunès, après cet épisode électoral qui nous oblige à une certaine réserve, ces deux documents qui traduisent là aussi une pacification des relations avec une collectivité voisine.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Nous continuons dans le style, puisque l'eau du Pic Saint Loup, l'assainissement sur l'étang de l'Or, les transports sur l'étang de l'Or, sur Mauguio, sur Palavas, autant de coopération qui sont devenues possibles. Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

René, une question : tu as bien dit qu'il n'y aurait plus d'odeurs ? Parce que c'est intenable dans ce quartier, et c'est le quartier résidentiel du Cres.

René REVOL

C'est un investissement qui va être piloté par l'étang de l'Or et le but est de faire disparaître ces odeurs. Nous récupérerons ces effluents pour pouvoir les traiter à Maera ; ce sera de la responsabilité du territoire ; ils ont donc planifié cet investissement. C'était l'une des conditions posée. En effet, ce poste de refoulement est vraiment très déficient et pose un vrai problème.

Pierre BONNAL

Aucun traitement n'est fait, donc...

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – FOURNITURE D'EAU POTABLE À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE L'OR POUR LA COMMUNE DE SAINT-AUNÈS - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DE VENTE EN GROS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets l'affaire 69 aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité

AFFAIRE N°68 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRAT DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LES COMMUNES DES SECTEURS EST ET OUEST - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JL. MEISSONNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Je reviens à l'affaire 68 : contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif sur les communes des secteurs est et ouest, pour un montant de 1 300 000 euros. Monsieur Revol.

René REVOL

Il s'agit d'un avenant au contrat de DSP négocié pendant l'été 2014, et qui avait permis de dégager comme délégataire Aqualter (qui s'appelait Alto auparavant). Lorsque nous avons pris en main ce dossier, nous nous sommes aperçus d'un certain nombre de dysfonctionnements, qui étaient le fait du délégataire précédent, notamment sur la station de Fabrègues. Mon collègue de Fabrègues pourra confirmer que pendant un certain temps, les odeurs autour de Fabrègues étaient particulièrement importantes. En effet, pendant un an, ils n'avaient pas dégagé les bouts. A partir du moment où ils n'ont plus eu le dossier, ils ont laissé filer. Nous nous sommes aussi rendu compte qu'il y avait des déficiences techniques, des éléments hors service qui n'avaient pas été signalés. Cela signifie que la surveillance dans la délégation précédente n'était pas suffisamment ferme. Par ailleurs, ERDF s'était trompé dans les tarifs de l'électricité. A partir de là, il a donc fallu faire une réévaluation du coût. Nous avons négocié très fortement cette réévaluation pour qu'elle ne soit pas trop importante et qu'elle intègre les vrais vices qui se sont révélés une fois pris en main l'ensemble des structures. Cela nous amène à une modification du prix au délégataire : de 1 euro, on passe à 1,08 euro. Cela ne signifie pas que le prix de l'assainissement auprès de l'utilisateur soit modifié ; il est toujours de 1,31 euro. Je vous rappelle que le prix pour l'assainissement est le même sur la totalité du territoire de la Métropole ; le coût de l'assainissement est beaucoup plus élevé dans les territoires ruraux que dans les territoires urbains comme Montpellier, mais la solidarité intercommunale fait que nous pratiquons le même prix sur tout le territoire. Ici, le délégataire s'était engagé sur un prix de 1 euro. Manifestement, avec ce qui a été constaté, cela ne correspond pas à la réalité, et c'est donc 1,08 euro. Il faut quand même signaler qu'il reste inférieur à ce que proposaient les autres concurrents lorsque s'est produit la DSP. C'est pour cela que nous pouvons faire cet avenant et stabiliser la situation concernant le secteur Est et le secteur Ouest. Beaucoup d'autres secteurs marchent très bien à l'intérieur de ces secteurs. J'ai ciblé Fabrègues, mais il y avait deux ou trois petites choses sur lesquelles revenir, notamment des postes de refoulement qui n'avaient pas été pris en compte et qui sont arrivés après. Nous avons maintenant une belle vue sur ce territoire, dont font partie Murviel et l'usine de Saint Georges, dont les travaux vont bientôt démarrer. C'est un territoire tout à fait intéressant à suivre et il fallait avoir de la part du délégataire un engagement de suivi beaucoup plus sérieux que le précédent en échange de cette modification. C'est ce que nous avons obtenu ; nous avons maintenant un contrôle beaucoup plus important sur cette zone.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Qui demande la parole ? Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, cher René, sans vouloir polémiquer, j'ai une question très directe : quel est le prix de l'assainissement pour un habitant de Teyran, de Saint-Aunès, ou d'un autre village qui s'est raccordé à Maera. Dans l'exposé de René, on voit bien l'effort qui est fait pour raccorder des personnes qui ne sont pas rentrées dans l'agglomération à l'époque, pour qu'ils puissent faire des équipements et financer leur réseau. Nous faisons des avenants, notamment pour l'Est, afin de pouvoir payer nos équipements. Il devrait y avoir dans la convention un prix minimum pour les habitants de ces villages ; il me semble que ce serait une demande tout à fait légitime de la part de la Métropole lorsqu'elle accepte des villages qui n'appartiennent pas à la Métropole. C'était juste une suggestion. Je me pose cette question en écoutant René sur les deux délibérations, en confrontant les prix et en expliquant l'effort financier d'un côté, la demande de participation de l'autre. Merci.

René REVOL

La réponse est très simple : tous ceux qui sont raccordés à Maera paient le même prix, comme ici. Le problème, c'est qu'au niveau du prix global de l'eau, on est dans deux agglomérations différentes. Il y a aussi l'eau potable, mais nous n'en avons pas la responsabilité. Par exemple, sur l'étang de l'Or, le prix de l'eau est plus élevé que sur la Métropole, pour une raison simple : l'essentiel de la ressource est l'eau du Rhône, qui nécessite un traitement plus coûteux que celui de la source du Lez. En conséquence, le prix de l'eau potable proprement dite est plus élevé sur cette zone. Nous pourrions faire un bilan comparatif en intégrant l'eau potable, parce que c'est très intéressant à étudier. D'autant plus que sur le territoire de la Métropole, je

vous signale qu'entre Garrigues Campagne, Régie et SBL, les prix de l'eau sont différents. J'espère que cette assemblée aura un jour la perspective d'avoir l'unification du prix de l'eau potable pour assurer cette solidarité.

En ce qui concerne le raccordement à Maera, c'est-à-dire tout ce qui permet le traitement de l'eau et le réseau, tous ceux qui sont raccordés paient exactement le même prix, puisque l'on a intégré dans ce prix l'ensemble des éléments qui participent au traitement de ces eaux usées.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 68.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - RÉHABILITATION DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 70 : assainissement non collectif. Réhabilitation des systèmes d'assainissement. Qui veut des explications auprès de René Revol ?

René REVOL

Juste un mot, Monsieur le Président ; dans beaucoup de communes, c'est un sujet très sensible. Notre service public d'assainissement non collectif (le SPANC) a visité la totalité des stations individuelles qui existent chez les particuliers, et ceux-ci ont parfois eu le sentiment d'avoir été taxés, pour qu'on leur dise que leur station n'était pas aux normes. C'est le cas notamment lorsqu'il y a des cessions. Cela concerne même certains membres de cette assemblée, qui sont venus me voir à ce sujet. Lorsque des terrains ou des maisons sont vendus, il faut que ce soit aux normes. Nous avons demandé à être éligibles à l'aide de l'Agence de l'eau ; c'est 3 300 euros par station, voire plus si la station concerne plusieurs maisons. Maintenant, on a décidé de faire des dossiers collectifs. Grâce à cette délibération, au lieu d'attendre que les dossiers s'accumulent pour pouvoir les traiter, on pourra les envoyer immédiatement à l'Agence de l'eau, accompagner ces personnes qui veulent moderniser leur station personnelle ; on contribue ainsi à l'amélioration de l'environnement. Nous sommes à la disposition des communes, qui en dehors de Montpellier, ont parfois beaucoup d'assainissements non collectifs, pour apporter l'information nécessaire auprès des particuliers qui s'interrogent beaucoup sur ces questions. Je suis à disposition des maires pour faire cette information.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame Dardé.

Catherine DARDÉ

Je voudrais avoir une évaluation précise, Monsieur Revol, sur les parties de notre réseau qui sont toujours en assainissement non collectif, et parmi celles-ci, celles qui font l'objet d'un projet de raccordement au réseau. En effet, certains particuliers ne souhaitent pas se raccorder au réseau, mais il existe des zones où le raccordement au réseau collectif est souhaité. A-t-on fait une estimation des coûts que cela pourrait entraîner ? A-t-on programmé ces coûts dans les budgets de 2017 ?

René REVOL

D'après la comptabilité que nous avons faite, il y a exactement 25 endroits du territoire de la Métropole où de nombreuses habitations pourraient être raccordées au réseau collectif. Nous n'avons pas fait les études sur ces 25. Sur Castelnau, le secteur dont tu parles et que l'on connaît bien, l'évaluation est en cours. Ce n'est pas programmé cette année, mais nous aurons cette évaluation cette année, ce qui nous permettra de prendre la décision d'investissement dans les années suivantes.

Il y a d'autres secteurs ; ce sont des arbitrages que nous devons faire ensemble. Différentes communes sont concernées. Castelnau est l'un des premiers dossiers qui arrive, parce qu'il est réclamé depuis très longtemps. Avec les investissements qui ont été faits avec l'intercepteur Est, il me paraît tout à fait logique que l'on raccorde la zone de Castelnau, et même une petite partie de Montpellier (Aiguelongue) qui est en assainissement non collectif, pour que l'on puisse optimiser cet investissement. Je suis prêt à travailler le dossier avec toi, comme tu le sais.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Pour ceux qui n'ont pas compris, il s'agit du lieu-dit « le Moulin de Navitau », où pour raccorder, il faut passer sous le lit du Lez, pour 30 villas. Le vrai problème est là. Sachant que sur Castelnau, il a déjà fallu, lorsque l'intercepteur a été posé, creuser dans le roc, du côté de la rue du Roc du Diable, là où habite Christine Lazerges. (J'ai tout l'historique du parti).

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. C'est le chemin du Mas du Diable. Je me souviens de ce joli nom.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°71 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION D'ACCÈS AUX DÉCHETTERIES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION POUR L'ASSOCIATION MUSIQUE SANS FRONTIÈRES À VENIR PRÉLEVER DES MATÉRIAUX DANS LE CADRE DU PROJET RÉCUPERCU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. HART sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 71 : Monsieur Meunier, sur la convention d'accès aux déchetteries. Vous êtes très attendu sur cette intervention. J'entends des gloussements complices dans l'assemblée.

Cyril MEUNIER

Cela n'a rien à voir avec la raison pour laquelle je suis attendu. C'est une association sympathique, qui s'appelle « Musique sans frontières » qui nous demande, sur Castelnau et la Mosson, de pouvoir venir, à des heures données, récupérer des matériaux pour créer des instruments de musique. Je pense que je vais avoir l'unanimité sur ce dossier, ou sinon, c'est que quelqu'un m'en veut dans cette salle. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Je savais que le Président Féthi Tabet habitait à Castelnau, mais je ne savais pas qu'il était dans l'économie circulaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°72 : HORS COMMISSION – SA AÉROPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE - CONSEIL DE SURVEILLANCE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT**Monsieur le Président**

Affaire 72 : je vous propose de me désigner en remplacement de Chantal Marion à l'aéroport. Est-ce que quelqu'un veut un vote secret ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme A. BRISSAUD.

AFFAIRE N°73 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - CONSEIL TERRITORIAL DE SANTÉ DE L'HÉRAULT - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLÉ**Monsieur le Président**

Affaire 73 : organismes extérieurs. Conseil territorial santé de l'Hérault. Je vous propose, comme titulaire, votre serviteur, et comme suppléante, le docteur Chantal Levy-Rameau. Qui est contre ? Qui s'abstient

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : HORS COMMISSION – PARTICIPATION AU SÉMINAIRE D'ÉTUDES DU BENCHMARK EUROPÉEN DES SERVICES PUBLICS TERRITORIAUX (BEST) À BARCELONE - AUTORISATION DE PARTICIPATION ET DE DÉPLACEMENT

Monsieur le Président

Affaire 74 : Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE - COMPOSITION - APPROBATION

[M. D. BOUMAAZ](#) entre en séance.

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour. Il est proposé d'entériner une mise à jour de la composition des commissions à la suite de nouvelles demandes d'inscriptions et de retraits, notamment de la commune de Saint Georges d'Orques. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vous souhaite une excellente soirée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.